



**BUREAU
VERITAS**

Dossier Technique Amiante (DTA)

Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique

Révision n°1

Immeuble :	BATIMENT J	
Adresse :	SITE LOUIS LE PRINCE RINGUET	
Date de création ou de mise à jour:	23/04/2015	
Référence du présent DTA	6216543-1	

Document établi ou mis à jour par :

CHICOT Simon, société Bureau Veritas

Sommaire

<u>PRINCIPES GENERAUX</u>	<u>2</u>
<u>PRINCIPAUX TEXTES REGLEMENTAIRES</u>	<u>3</u>
<u>MATERIAUX ET PRODUITS CONCERNES PAR LE REPERAGE</u>	<u>4</u>
<u>MODALITES DE COMMUNICATION.</u>	<u>5</u>
<u>ENREGISTREMENT DE LA COMMUNICATION DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE.</u>	<u>6</u>
<u>CONTENU DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE</u>	<u>7</u>
<u>ANNEXE : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU DTA</u>	<u>8</u>

Principes généraux

Le dossier technique "Amiante" (DTA) est un document qui doit être tenu à jour par le propriétaire afin de garder la trace des actions engagées dans le cadre des obligations vis-à-vis de la protection de la population contre les risques sanitaires liés à l'amiante.

Le présent document détaille le contenu du dossier technique que doit constituer tout propriétaire immobilier ainsi que les modalités de communication et de gestion des dossiers.

Le DTA doit contenir les pièces suivantes :

- **LES RAPPORTS DE REPERAGE ET LEURS ANNEXES**

Les rapports de repérage des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante sont annexés au DTA.

- **LE CAS ECHEANT :**

La date, la nature, la localisation et les résultats des évaluations périodiques de l'état de conservation, des mesures d'empoussièrement, des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante ou des mesures conservatoires mises en œuvre.

Ces informations sont constituées par les rapports et la fiche récapitulative contenus dans le présent DTA.

- **LA FICHE D'ENREGISTREMENT DE LA COMMUNICATION DU DTA** (complétée par le propriétaire):

Pour garder une traçabilité de la communication du dossier technique "Amiante", le propriétaire enregistre les différentes diffusions à toute personne physique et morale.

- **LA FICHE RECAPITULATIVE**, indiquant notamment la localisation et l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, l'enregistrement des travaux de retrait ou de confinement et les mesures conservatoires associées le cas échéant ainsi que les modalités de consultation du DTA.

La fiche récapitulative est un document qui peut être dissocié du dossier technique amiante :

"Lorsque le dossier technique "amiante" existe, le fiche récapitulative constitue l'état mentionné à l'article L.1334-13 du code de la santé publique".

Modalités de mise à jour du DTA et de sa fiche récapitulative :

Note importante :

Le "dossier technique amiante" est tenu à jour par le propriétaire et intègre les éléments relatifs aux matériaux et produits contenant de l'amiante découverts à l'occasion de travaux ou d'opérations d'entretien.

Il est aussi mis à jour lors de toute opération de repérage, de surveillance portant sur ces matériaux et produits contenant de l'amiante.

Toute autre information relative à ces matériaux ou produits portée à la connaissance du propriétaire doit également y figurer.

La fiche récapitulative doit également être mise à jour par le propriétaire et communiquée dans un délai d'un mois après sa constitution ou sa mise à jour aux occupants de l'immeuble bâti et, si cet immeuble comporte des locaux de travail, aux employeurs.

Principaux textes réglementaires

Code de la Santé Publique Chapitre IV section 2 – articles R1334-14 à R1334-29-9 et annexe 13-9.

Code de la Santé Publique Chapitre VI section 2 – articles R1337-2 à R1337-5

Décret n°2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.

Décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers et modifiant le code de la construction et de l'habitation et le code de la santé publique.

Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 26 juin 2013 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage et modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante ».

Code du travail - Section 3 Risques d'exposition à l'amiante - articles R4412-94 à R4412-148.

Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante modifié par Décret n°2013-594 du 5 juillet 2013;

Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante.

Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante

Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante

Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante (rectificatif)

Matériaux et produits concernés par le repérage

Le « dossier technique Amiante » est établi sur la base du repérage des matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13.9 du Code de la Santé Publique, accessibles sans travaux destructifs :

Liste A mentionnée à l'article R. 1334-20 du Code de la Santé Publique

COMPOSANT À SONDER OU À VÉRIFIER
Flocages
Calorifugeages
Faux plafonds

Liste B mentionnée à l'article R. 1334-21 du Code de la Santé Publique

COMPOSANT DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT À VÉRIFIER OU À SONDER
1. Parois verticales intérieures	
Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs).	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiante-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu.
Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres.	Enduits projetés, panneaux de cloisons.
2. Planchers et plafonds	
Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres.	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés.
Planchers.	Dalles de sol.
3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides...).	Conduits, enveloppes de calorifuges.
Clapets/volets coupe-feu.	Clapets, volets, rebouchage.
Portes coupe-feu.	Joints (tresses, bandes).
Vide-ordures.	Conduits.
4. Eléments extérieurs	
Toitures.	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux.
Bardages et façades légères.	Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment).
Conduits en toiture et façade.	Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée.

Note importante :

Si à l'occasion de travaux qu'elle réalise, une entreprise met en évidence la présence de matériaux amiantés, non répertoriés dans le présent Dossier Technique Amiante, elle est tenue d'en informer le propriétaire qui enregistrera cette information dans le dossier et prendra les dispositions nécessaires.

Modalités de communication.

Selon le Code de la Santé Publique (Chapitre IV – Section 2), les propriétaires sont tenus d'effectuer la recherche de matériaux contenant de l'amiante (matériaux cités plus haut), d'évaluer leur état de conservation afin de déterminer si des travaux s'avèreraient nécessaires.

Les propriétaires doivent aussi s'engager dans une démarche de gestion de ces matériaux et de respect des règles de sécurité à mettre en œuvre lors d'interventions sur ces matériaux (se référer au Code du Travail pour plus de précisions).

Afin de protéger les riverains des chantiers de démolition ils doivent par ailleurs procéder à une recherche de l'amiante plus complète en cas de démolition de tout ou partie des immeubles.

Le Dossier technique Amiante est :

1°) Tenu par le propriétaire à la disposition des occupants de l'immeuble bâti concerné, des employeurs, des représentants du personnel et des médecins du travail lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail. Ces personnes sont informées des modalités de consultation du dossier ;

2°) Communiqué par le propriétaire aux personnes et instances suivantes, **sur leur demande** et dans le cadre de leurs attributions respectives :

- a) Agents ou services mentionnés au premier alinéa de l'article L. 1312-1, aux articles L. 1421-1 et L. 1435-7 et au deuxième alinéa de l'article L. 1422-1 ;
- b) Inspecteurs et contrôleurs du travail ;
- c) Inspecteurs d'hygiène et sécurité ;
- d) Agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale et de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics ;
- e) Agents du ministère chargé de la construction mentionnés à l'article L. 151-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- f) Inspecteurs de la jeunesse et des sports ;
- g) Personnes chargées de l'inspection des installations classées et des installations nucléaires de base mentionnées à l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;
- h) Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;
- i) Toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti.

Le propriétaire conserve une attestation écrite de la communication du dossier à ces personnes.

Enregistrement de la communication du Dossier Technique Amiante.

Date	Entreprise informée	Nom + Signature

Contenu du Dossier Technique Amiante

Le Dossier Technique Aмиante, doit être constitué des documents suivants :

Rapports de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante
Rapports d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante
Rapports de mesures d'empoussièrement
Documents relatifs aux travaux de retrait ou de confinement des matériaux et produits contenant de l'amiante (plans de retrait ou de confinement, rapports de fin d'intervention)
Documents relatifs aux mesures conservatoires mises en place
Rapports d'examen visuels des surfaces traitées

Ces documents sont archivés en annexe du présent document.

ANNEXE : Documents constitutifs du DTA

Numéro de référence du rapport de repérage	Date du rapport	Nom de la société et opérateur de repérage	Objet du repérage
6216543-1/1/1 ELEMENTS EXT	18/03/2015	BUREAU VERITAS – S. CHICOT	ELEMENTS EXTERIEURS
6216543-1/1/1 EVAL	18/03/2015	BUREAU VERITAS – S. CHICOT	EVALUATION PERIODIQUE
2452304/7	13/02/2006	APAVE T.PONSONNAILLE	INTEGRATION DTA
2762588-2/1/1	13/04/2015	BUREAU VERITAS – S. CHICOT	AVANT TRAVAUX

DOCUMENTS MENTIONNES DANS LES ARCHIVES NON ANNEXES AU PRESENT DOSSIER

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique

Arrêté du 21.12.2012

- Le présent document est appelé « fiche récapitulative » du Dossier Technique Amiante, il présente les informations minimales devant être contenues dans la fiche récapitulative mentionnée à l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.
- La fiche récapitulative est mise à jour, lors de toute opération de repérage, de surveillance ou de travaux portant sur des matériaux et produits contenant de l'amiante. Toute autre information relative à ces matériaux et produits repérés portée à la connaissance du propriétaire doit également y figurer.
- Elle mentionne les travaux qui ont été réalisés pour retirer ou confiner des matériaux et produits contenant de l'amiante. Elle est mise à jour systématiquement à l'occasion de travaux ayant conduit à la découverte ou à la suppression de matériaux ou produits contenant de l'amiante.
- Elle doit être communiquée dans un délai de un mois après sa constitution ou sa mise à jour aux occupants de l'immeuble bâti et, si cet immeuble comporte des locaux de travail, à l'employeur.
- Une fiche récapitulative est renseignée par DTA et par immeuble bâti.

N° de Révision	Date de création	Référence du présent document	Document établi par
1	23/04/2015	6216543-1	CHICOT Simon

HISTORIQUE DES DATES DE MISES A JOUR			
N° de Révision	Date de révision	Objet de la mise à jour Référence du document	Document mis à jour par

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)
Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique
Arrêté du 21.12.2012

1. Identification de l'immeuble, du détenteur et des modalités de consultation du DTA

Propriétaire :

Nom : ECOLE DES MINES D'ALES
Adresse : 6 AVENUE DE CLAVIERES 30100 ALES

Immeuble bâti pour lequel le DTA a été constitué :

Nom : BATIMENT J
Adresse : SITE LOUIS LE PRINCE RINGUET 30100 ALES
Date du permis de construire : Non transmis
Année de construction : Non transmis
date de réhabilitation ou description des modifications : Non transmis

Détenteur du Dossier Technique Amiante :

Nom : M. AUBARET
Fonction :
Service :
Adresse complète : BATIMENT E – 6 AV DE CLAVIERES 30100 ALES
Téléphone : 04.66.78.51.36

Modalités de consultation de ce dossier :

Lieu (dont les possibilités de consultation sur support dématérialisé) :
Horaires :
Contact si déférent du détenteur du dossier :

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)
Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique
Arrêté du 21.12.2012

2. Rapports de repérage ayant donné lieu au repérage

Numéro de référence du rapport de repérage	Date du rapport	Nom de la société et opérateur de repérage	Objet du repérage
6216543-1/1/1 ELEMENTS EXT	18/03/2015	BUREAU VERITAS – S. CHICOT	ELEMENTS EXTERIEURS
6216543-1/1/1 EVAL	18/03/2015	BUREAU VERITAS – S. CHICOT	EVALUATION PERIODIQUE
2452304/7	13/02/2006	APAVE T.PONSONNAILLE	INTEGRATION DTA
2762588-2/1/1	13/04/2015	BUREAU VERITAS – S. CHICOT	AVANT TRAVAUX

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)
Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique
Arrêté du 21.12.2012

3. Liste des parties de l'immeuble ayant donné lieu au repérage

Parties d'immeuble visitées :

BATIMENT	NIVEAU	ZONES OU LOCAUX VISITES	CIRCONSTANCES DE LA VISITE
BATIMENT J	RDC/1ER	ENSEMBLE DES LOCAUX	REPERAGE INTIAL PAR APAVE
BATIMENT J	SANS	ENSEMBLE DES LOCAUX	ELEMENTS EXTERIEURS

Tous les locaux doivent être obligatoirement visités

Parties d'immeuble non visités :

Locaux et ou zones non visités	Motifs de non-visite
--------------------------------	----------------------

Pour les locaux non visités, permettre leur identification et en indiquer le motif (exemple : locaux inaccessibles, clefs absentes...) et, lorsqu'elle est connue, la date du repérage complémentaire programmé.

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)
Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique
Arrêté du 21.12.2012

4. Identification de matériaux et produits contenant de l'amiante

4.a. Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date du repérage	Matériau	Repérage	Localisation du matériau ou produit	Présence amiante	Critère	Observation	Etat de conservation	Mesure obligatoire associée
		---> SANS OBJET						

L'état de conservation est défini par un score 1,2 ou 3 en application de grilles d'évaluation définies réglementairement, 3 étant le moins bon score et 1 le meilleur.

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)
Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique
Arrêté du 21.12.2012

4.b. Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date du repérage	Matériau	Repérage	Localisation du matériau ou du produit	Présence amiante	Critère	Observation	Etat de conservation	Mesure préconisée par l'opérateur
		--->	SANS OBJET					
12/01/2006	DALLES DE SOL	P	BATIMENT J – RDC- ENSEMBLE DES LOCAUX DU RDC A L'EXCEPTION DU HALL (ESCALIER), DU LOCAL SOUS STATION J008 ET DU LOCAL TECHNIQUE J010- REVETEMENT DE SOL	OUI	RESULTAT D'ANALYSE	NEANT	BON ETAT	NEANT

Conclusion conforme à la réglementation en vigueur au moment de la réalisation du repérage.

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)
Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique
Arrêté du 21.12.2012

4.c. Matériaux et produits hors liste A et hors liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date du repérage	Type de repérage	Matériau	Repérage	Localisation du matériau ou du produit	Observation	Etat de conservation	Type de recommandation
12/01/2006	DTA	COLLE NOIRE DE DALLES DE SOL	P	BATIMENT J – RDC- ENSEMBLE DES LOCAUX DU RDC A L'EXCEPTION DU HALL (ESCALIER), DU LOCAL SOUS STATION J008 ET DU LOCAL TECHNIQUE J010- REVETEMENT DE SOL	NEANT	SANS OBJET	NEANT

L'état de conservation et les mesures associées pour ce type de matériaux ne sont pas définis par la réglementation en vigueur au moment de la réalisation du repérage.

Ces états de conservation et ces recommandations sont données à titre informatif et peuvent être adaptées, par analogie, avec ceux et celles concernant les matériaux de la liste B.

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)
Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique
Arrêté du 21.12.2012

5. Les évaluations périodiques

5.a. Evaluation obligatoire des matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de la visite	Matériau	Repérage	Localisation du matériau ou produit	Etat de conservation	Mesures d'empoussièrement

L'évaluation périodique de l'état de conservation est effectuée tous les trois ans. Pour l'état intermédiaire de dégradation, des mesures d'empoussièrement sont réalisées.

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)
Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique
Arrêté du 21.12.2012

Obligations issues des grilles d'évaluation de l'état de conservation :

Score 1 :

Une évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante par des personnes répondant aux conditions posées par les dispositions de l'article L. 271-6 du code de la construction et de l'habitation doit être effectuée dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Score 2 :

Des mesures d'empoussièrement dans l'air par un organisme accrédité doivent être réalisées dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation

- Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante prévue à l'article dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.
- Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R. 1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

Score 3 :

Des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées sont mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et, dans tous les cas, à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)
Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique
Arrêté du 21.12.2012

5.b. Evaluation des matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de la visite	Matériau	Repérage	Localisation du matériau ou du produit	Etat de conservation et de risque de dégradation / recommandation de gestion adaptée	Mesures associées
30/03/2015	DALLES DE SOL	IV	BATIMENT J – RDC- ENSEMBLE DES LOCAUX DU RDC A L'EXCEPTION DU HALL (ESCALIER), DU LOCAL SOUS STATION J008 ET DU LOCAL TECHNIQUE J010- REVETEMENT DE SOL	PROTECTION PHYSIQUE NON ETANCHE OU ABSENCE DE PROTECTION PHYSIQUE, MATERIAU NON DEGRADE, RISQUE DE DEGRADATION FAIBLE OU A TERME	EP

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA) Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique Arrêté du 21.12.2012

Recommandations issues des grilles d'évaluation de l'état de conservation :

EP : Evaluation périodique :

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit. Cette évaluation périodique consiste à :

- a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer

AC1 : Action corrective de premier niveau :

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés. Cette action corrective de premier niveau consiste à :

- a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante.
- c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

AC2 : Action corrective de deuxième niveau consistant à:

Cette action concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation. Cette action corrective de second niveau consiste à :

- a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique.
- b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée;
- c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)
Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique
Arrêté du 21.12.2012

5.c. Evaluation des matériaux et produits hors liste A et hors liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de la visite	Matériau ou produit concerné	Référence du matériau et produit	Localisation	Etat de conservation	Mesures d'empoussièrement

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)
Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique
Arrêté du 21.12.2012

6. Travaux de retrait ou de confinement – Mesures conservatoires

6.a. Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Matériau ou produit	Localisation précise	Nature des travaux ou des mesures conservatoires	Dates des travaux ou des mesures conservatoires	Entreprises intervenantes	Indiquer les résultats de l'examen visuel et des mesures d'empoussièrement (art R 1334-29-3 du code de la santé publique)

6.b. Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Matériau ou produit	Localisation précise	Nature des travaux ou des mesures conservatoires	Dates des travaux ou des mesures conservatoires	Entreprises intervenantes	Indiquer les résultats de l'examen visuel et des mesures d'empoussièrement (art R 1334-29-3 du code de la santé publique)



**BUREAU
VERITAS**

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)
Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique
Arrêté du 21.12.2012

Matériau ou produit	Localisation précise	Nature des travaux ou des mesures conservatoires	Dates des travaux ou des mesures conservatoires	Entreprises intervenantes	Indiquer les résultats de l'examen visuel et des mesures d'empoussièrement (art R 1334-29-3 du code de la santé publique)

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)
Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique
Arrêté du 21.12.2012

6.c. Matériaux et produits hors liste A et hors liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Matériau ou produit Description	Localisation précise	Nature des travaux ou des mesures conservatoires	Dates des travaux ou des mesures conservatoires	Entreprises intervenantes	Indiquer Les résultats de l'examen visuel et des mesures d'empoussièrement (art R 1334-29-3 du code de la santé publique)

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique

Arrêté du 21.12.2012

7. Les recommandations générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres.

Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires).

Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires.

D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre).

Dans le cas d'empoussièrément important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle.

Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique

Arrêté du 21.12.2012

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail.

Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129.

Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique

Arrêté du 21.12.2012

Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flochage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières.

Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique

Arrêté du 21.12.2012

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans.
Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861).

Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

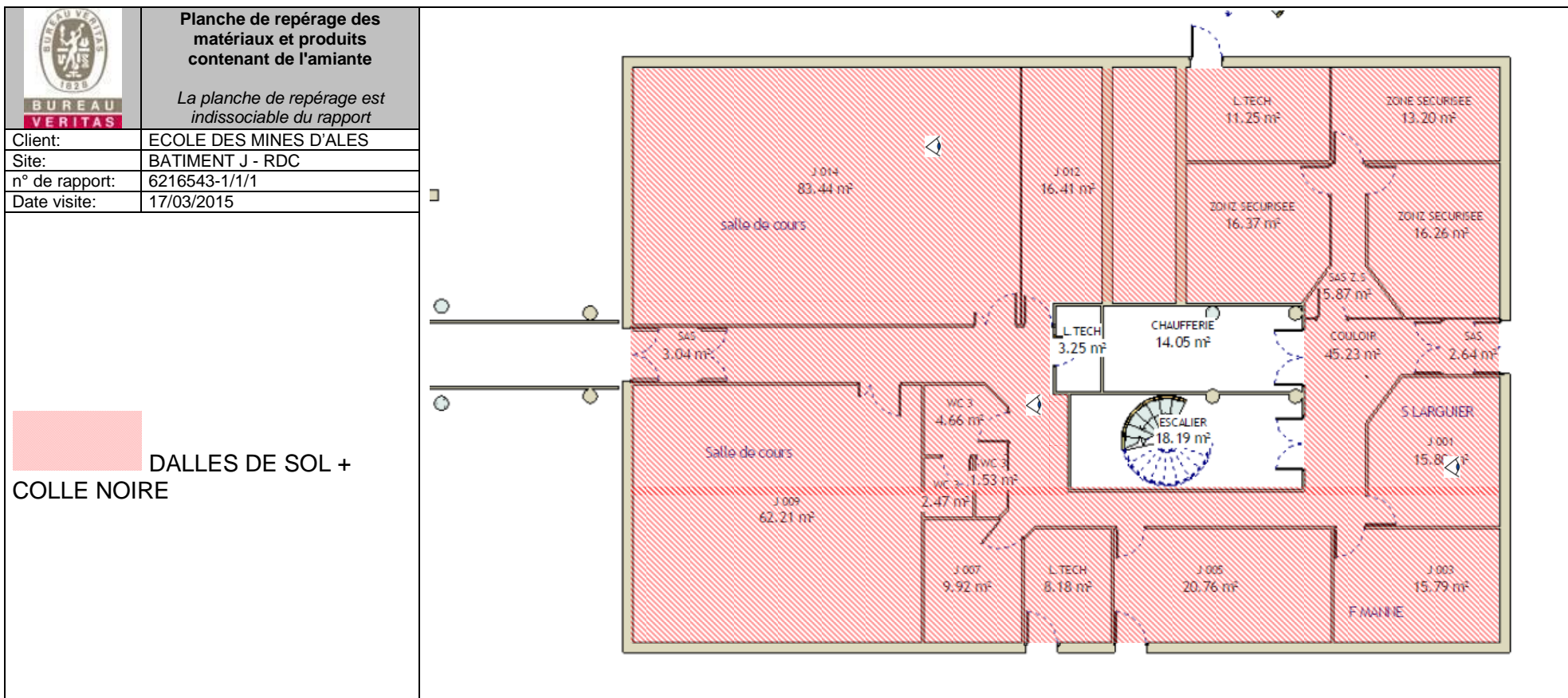
Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité.

Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

8. Plans et/ou photos et/ou croquis

Ces documents permettent de localiser les matériaux ou produits contenant ou non de l'amiante.

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE **Article R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique** **Arrêté du 21.12.2012**



SITE : BATIMENT J

Du : 23/04/2015



Agence Languedoc Roussillon
Immeuble Optimum
ZAC Blaise Pascal
451, rue Denis Papin
34000 MONTPELLIER
04 99 52 32 64
04 99 52 32 50
simon.chicot@fr.bureauveritas.com

ECOLE DES MINES D'ALES
6 AVENUE DE CLAVIERES
30100 ALES

A l'attention de M.AUBARET

Rapport N°: 6216543-1/1/1 ELEMENTS EXT
Rapport établi le 23/04/2015



Cf. conclusions au § 1

RAPPORT DE REPERAGE COMPLEMENTAIRE DES ELEMENTS EXTERIEURS CONTENANT DE L'AMIANTE A INTEGRER AU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Lieu d'intervention : BATIMENT J Adresse : SITE LOUIS LE PRINCE RINGUET 30100 ALES	Propriétaire ECOLE DES MINES D'ALES 6 AVENUE DE CLAVIERES 30100 ALES
Date du constat : 30/03/2015 En présence de : NEANT Cette mission COMPLEMENT ELTS EXT DTA porte uniquement sur les locaux accessibles et portés à notre connaissance au jour de notre visite comme indiqué en annexe 1. En cas de locaux non visités (chapitre 1.5) à la demande du MO non compléterons notre diagnostic.	Donneur d'ordre ECOLE DES MINES D'ALES 6 AVENUE DE CLAVIERES 30100 ALES

Opérateurs de
repérage

CHICOT Simon

Signature

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences ont été certifiées par :
QUALIXPERT Certificat n°C1805 délivré le 23/05/2011 et valable jusqu'au 22/05/2016 (Simon CHICOT)

Compagnie d'assurance de Bureau Veritas HISCOX (Ref. contrat : HA RCP0084283).
Date de fin de validité : 31/12/2015

Laboratoire d'analyse des échantillons : Eurofins LEM
20 rue du Kochersberg
67701 SAVERNE Cedex
N° d'accréditation COFRAC pour les analyses : 1-1751



Sommaire

1. Conclusions	3
1.1. Conclusion Générale	3
1.2. Matériaux et produits repérés contenant de l'amiante.....	4
1.3. Matériaux et produits repérés ne contenant pas d'amiante.....	5
1.4. Zones et Locaux Non Visités nécessitant des investigations complémentaires	6
1.5. Matériaux ou composants nécessitant des investigations approfondies.....	6
2. Objet de la mission.....	7
3. Textes de référence	7
4. Méthodologie du diagnostic.....	7
5. Conditions de la réalisation du repérage	9
5.1. Informations relatives aux conditions spécifiques du repérage	9
5.2. Récolement des données	9
5.2.1. Documents fournis par le client, disponibles le jour de la visite	9
5.2.2. Conclusion de ces documents	10
5.3. Ecart par rapport à la norme et au code de la santé publique.....	10
5.4. Démarches réglementaires en présence de matériaux amiantés.....	10
Annexe 1. : liste des locaux ou zones visités	12
Annexe 2. : repérage des matériaux, matériaux, prélèvements et investigations.....	13
Annexe 3. : attestation(s) et certificat(s)	14
Annexe 4. : procès-verbal du laboratoire d'analyse d'échantillons	18
Annexe 5. : Critère d'évaluation des matériaux de la liste B.....	19
Annexe 6. : copie(s) de(s) rapport(s) antérieur(s)	20

1. Conclusions

1.1. Conclusion Générale



Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.



1.2. Matériaux et produits repérés contenant de l'amiante



Matériaux hors liste A

Sans Objet



1.3. Matériaux et produits repérés ne contenant pas d'amiante



Sans Objet



1.4. Zones et Locaux Non Visités nécessitant des investigations complémentaires

Il appartient au donneur d'ordre ou à son représentant, seule personne à même d'avoir une parfaite connaissance des lieux, de signifier à Bureau Veritas toute omission éventuelle à ce titre et de confier à Bureau Veritas, le cas échéant, une mission complémentaire de repérage dans les locaux et zones omis.

Sans Objet

1.5. Matériaux ou composants nécessitant des investigations approfondies

Sans Objet

2. Objet de la mission

Etablir le repérage complémentaire des matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique, situés à l'extérieur des immeubles bâtis selon la liste suivante :

- Toitures
- Bardages et façades légères
- Conduits en toiture et façade

3. Textes de référence

Code de la Santé Publique Chapitre IV section 2 – articles R1334-14 à R1334-29-9 et annexe 13-9 selon le Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.

Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 26 juin 2013 modifiant les arrêtés du 12 décembre 2012 relatifs aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante ».

Norme NFX 46-020 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis.

4. Méthodologie du diagnostic

La mission de diagnostic est réalisée par un ou des opérateurs de repérage titulaire(s) de la certification de personne dans le domaine de l'amiante.

CHICOT Simon est certifié dans le domaine de l'amiante depuis le 23/05/2011 par *QUALIXPERT*, organisme certificateur dans le domaine de l'amiante, accrédité par le COFRAC.

Certificat N° C1805

Date limite de validité de la certification : 22/05/2016

Plan d'intervention

La bonne accessibilité aux différentes parties de l'immeuble bâti est une condition importante et nécessaire à la qualité du repérage.

La visite de tous les locaux et installations inscrits dans le périmètre de repérage est nécessaire ;

A cette fin, l'opérateur de repérage examine de façon exhaustive toutes les différentes parties de l'immeuble bâti qui constituent le bâtiment et détermine les zones présentant des similitudes d'ouvrage et les zones homogènes.

Le repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante comprend au minimum une inspection visuelle des composants de la construction afin de rechercher et d'identifier les différents matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante.

Cette inspection peut être suivie :



- d'investigations approfondies ou d'investigations complémentaires ;
- de sondages ;
- De prélèvements pour déterminer par analyse, la présence effective d'amiante dans les matériaux et produits préalablement identifiés comme étant susceptibles de contenir de l'amiante.

À chacune de ces étapes, les matériaux et produits sont enregistrés, leurs caractéristiques et leur état de conservation renseignés le cas échéant.

Dans le cas où des locaux, parties de locaux, composants ou parties de composants de la construction restent inaccessibles, les réserves correspondantes ainsi que les investigations complémentaires ou les investigations approfondies nécessaires sont listées dans le présent rapport

En fonction des informations et des moyens dont il dispose (documents, matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante, marquage sur les matériaux), de son jugement personnel et de sa connaissance des matériaux et produits, l'opérateur de repérage peut conclure à la présence ou à l'absence d'amiante.

En cas de doute sur la présence d'amiante (absence d'informations documentaires, produits non identifiés), il effectue un (ou des) prélèvement(s) pour analyses sur les matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante pour conclure.

Phase de prélèvements :

L'opérateur de repérage définit sous sa seule responsabilité en fonction de sa stratégie d'échantillonnage, parmi les matériaux ou produits repérés, ceux qui doivent donner lieu à un ou plusieurs prélèvements ;

Ce nombre de prélèvements représentatif des surfaces considérées est conforme aux prescriptions de l'Annexe A de la norme NF X 46-020.

Les prélèvements sont réalisés par l'opérateur de repérage avec les moyens de protection collective et individuelle mis en œuvre dans le respect des prescriptions réglementaires en vigueur et avec un matériel de prélèvement adapté à l'opération dans des conditions conduisant à une pollution des lieux la plus réduite possible.

L'opérateur de repérage veille à la traçabilité des échantillons prélevés et le conditionnement individuel et sous double emballage étanche à l'air est réalisé sur site.

Ces prélèvements sont transmis pour analyse, à un laboratoire accrédité avec une fiche d'accompagnement reprenant l'identification du prélèvement.

A réception des résultats d'analyse, l'opérateur de repérage veille à la cohérence des résultats.

Le résultat de cette analyse permet d'identifier parmi les matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante ceux qui en contiennent effectivement.

Phase d'analyse d'échantillons :

Les analyses des échantillons de ces matériaux et produits sont réalisées par un organisme accrédité.

Avertissement :

- La recherche des MPCA est réalisée par sondages visuels sur les matériaux accessibles sans sondage destructif (avec prélèvements d'échantillons), selon une méthode d'échantillonnage respectant en cela les prescriptions de la norme NFX 46-020 et des arrêtés du 12 décembre 2012. Cette recherche ne peut cependant être exhaustive compte tenu de la multitude de formes que peut prendre l'amiante et le caractère aléatoire et sporadique de son ajout aux matériaux du bâtiment. Certains MPCA peuvent donc ne pas être mis en évidence par la méthode de recherche par sondages : détermination de zones de similitude d'ouvrage et de zones homogènes, fréquence de sondage telles que définies par cette norme à l'intérieur de celles-ci, ... Il n'est ainsi pas exclu que certains MPCA puissent être mis en évidence ultérieurement lors d'opérations de travaux, de démolition ou de réhabilitation.

- La mission porte exclusivement sur les bâtiments et locaux dont la liste est détaillée en annexe 1.

- La présente mission ne doit pas être confondue avec celle qui incombe au maître de l'ouvrage en matière de repérage d'amiante avant travaux de démolition au titre de l'article R 1334-22 du Code de la Santé Publique et de l'arrêté correspondant du 26 juin 2013.

- Le présent repérage ne peut être utilisé que dans les limites de la présente mission.

L'ancienneté des matériaux contenant de l'amiante, les diverses agressions qu'ils subissent, peuvent entraîner la dénaturation de ceux-ci et donner lieu à la libération spontanée de fibres d'amiante.

Ainsi des fibres peuvent migrer et polluer un matériau non réputé contenir de l'amiante, se trouvant à proximité du matériau amianté.

L'intervention BUREAU VERITAS ne prend pas en compte dans le présent repérage, cet effet de pollution éventuelle.

5. Conditions de la réalisation du repérage

Cette mission COMPLEMENT ELTS EXT DTA porte uniquement sur les locaux accessibles et portés à notre connaissance au jour de notre visite comme indiqué en annexe 1. En cas de locaux non visités (chapitre 1.5) à la demande du MO non compléterons notre diagnostic.



La visite a été effectuée le accompagné de : **NEANT**

5.1. Informations relatives aux conditions spécifiques du repérage

Conditions d'accès à l'ensemble des locaux, volumes, matériaux à repérer

L'annexe 1 précise les locaux visités

Présence d'une société qualifiée pour effectuer les sondages et/ou démontages : **NON**

Présence de la société de maintenance des ascenseurs : **NON**

Présence de la société de maintenance des installations de chauffage : **NON**

Présence d'une personne habilitée à ouvrir les locaux TGBT : **NON**

5.2. Récolement des données

5.2.1. Documents fournis par le client, disponibles le jour de la visite

Plans et ou documents concernant la construction fournis : **Non**

Anciens rapports de repérage : **Oui**

Date du permis de construire : **Non transmis**



Année de construction : **Non transmis**

date de réhabilitation ou description des modifications : **Non transmis**

destination des locaux : Recherche

Nota : Les documents transmis par le client et nécessaires à l'exécution de la mission sont réputés satisfaire aux exigences imposées par les textes réglementaires relatifs à l'amiante.

5.2.2. Conclusion de ces documents

Rapport n°2452304/07

➔ Présence d'amiante dans le bâtiment J

Les résultats antérieurs en matière de recherche d'amiante, communiqués à Bureau Veritas dans le cadre de la présente mission, sont réputés satisfaire aux exigences imposées par les textes en matière de diagnostics et constats.

5.3. Ecart par rapport à la norme et au code de la santé publique

Ces documents ou ces informations, nécessaires à l'opérateur de repérage pour lui permettre de réaliser sa mission dans de bonnes conditions, n'ont pas été transmis par le donneur d'ordre:

- documents relatifs aux produits, matériaux et protections physiques
- date du permis de construire
- année de construction
- année de réhabilitation ou description des modifications

5.4. Démarches réglementaires en présence de matériaux amiantés

Dans le cadre de la présente mission, **le repérage ne porte que sur les parties rendues accessibles lors de la visite. Cette mission n'est pas une reconnaissance préalable à des travaux de déconstruction, de réhabilitation ou d'extension.**

Il conviendra donc, en cas de travaux, de s'assurer, **par la réalisation d'un diagnostic complémentaire**, de l'absence de ces matériaux dans les parties non accessibles, comme par exemple dans les encoffrements (recherche de présence de produits suspects tel que gaines et conduites en amiante ciment etc...) ou les sous-faces de revêtement de sol, (recherche de présence de produits suspects tels que dalles de sol amiantées etc...).

En cas de présence d'amiante avérée, il est important de se reporter aux informations données ci-après qui précisent les recommandations d'ordre général avec les mesures réglementaires à mettre en œuvre.

Le résultat du repérage doit d'une part être tenu par les propriétaires, à la disposition des occupants des immeubles, des services de l'Etat concernés et des chefs d'établissements, des représentants du personnel et de l'inspection du travail si l'immeuble comporte des locaux de travail, et d'autre part être transmis aux personnes qui entreprennent ou réalisent les travaux en application du code du travail.

En cas de présence de matériaux de type faux plafond, flocage, calorifugeage, une grille d'évaluation est réalisée conformément à la réglementation; si la note obtenue est de 1, il convient d'effectuer un contrôle périodique de l'état de dégradation du matériau dans un délai de 3 ans ; si la note est de 2, il convient d'effectuer des mesures d'empoussièrement afin de déterminer la concentration en fibre d'amiante dans l'air ambiant ; si à l'issue de ces mesures la concentration est $<$ ou $=$ 5 fibres par litre d'air, une nouvelle évaluation de l'état de dégradation doit être effectuée dans un délai de 3 ans, si la note est de 3 ou si les mesures d'empoussièrement révèlent une concentration supérieure à 5 fibres par litre d'air, des travaux de retrait ou de confinement doivent être achevés dans un délai de 36 mois. Mais il est impératif que des mesures appropriées soient mises en œuvre sans délai afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous



les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à 5 f/l. Ces mesures peuvent être de diverses natures comme par exemple :

- Nettoyage régulier et rigoureux des locaux concernés (nettoyage humide, aspirateur à filtre absolu) ;
- Pose de bâches, de films destinés à isoler les matériaux ;
- Limitation des interventions de maintenance dans les locaux ;
- Limitation d'accès aux locaux concernés.

Préalablement aux travaux de démolition, même partiels, des travaux de retrait des matériaux amiantés sont obligatoires (sauf lorsqu'ils apportent un plus grand risque pour les travailleurs que si l'amiante ou les matériaux en contenant étaient laissés en place).

L'entreprise de travaux doit rédiger un plan de retrait amiante indiquant notamment son mode opératoire, l'aptitude médicale du personnel, la justification de la formation du personnel au retrait de l'amiante. etc. Les travaux ne pourront débuter qu'un mois après la date de réception du plan de retrait par l'Inspection du Travail, la CRAM, l'OPPBT et la médecine du travail.

Les travailleurs intervenants doivent être titulaires d'une attestation de compétence délivrée par un organisme de formation certifié.

Pour réaliser le retrait de matériaux l'entreprise doit avoir obtenu un certificat de qualification auprès d'un organisme certificateur accrédité.

Tout travailleur dont l'activité professionnelle ne consiste pas à confiner ou retirer de l'amiante, mais dont l'intervention est susceptible de libérer des fibres d'amiante et par voie de conséquence de l'y exposer, entre dans le champ d'application de la sous-section 4 défini à l'article R. 4412-94 tiret 2 du Code du travail et doit bénéficier des mesures de prévention définies aux articles R. 4412-97 à R. 4412-124 et R. 4412-144 à R. 4412-148 du code du travail.

Les travailleurs concernés bénéficient, préalablement à toute activité ou intervention en présence d'amiante, d'une formation à la prévention des risques liés à l'amiante suivant les dispositions de l'Arrêté du 23 février 2012.



Annexe 1. : liste des locaux ou zones visités

La présente liste présente les locaux et /ou zones ayant été inspectés par l'opérateur dans le cadre de la mission confiée à Bureau Veritas.

Il appartient au donneur d'ordre ou à son représentant, seule personne à même d'avoir une parfaite connaissance des lieux, de signifier à Bureau Veritas toute omission, erreur ou incohérence éventuelle dans l'identification des locaux et zones figurant à un titre ou à un autre dans le présent rapport.

BATIMENT	NIVEAU	ZONES OU LOCAUX VISITES	CIRCONSTANCES DE LA VISITE
BATIMENT J	SANS	ELEMENTS EXTERIEURS	NEANT



Annexe 2. : repérage des matériaux, matériaux, prélèvements et investigations

Les documents, fournis dans cette annexe sont la traduction visuelle des constats effectués en tête de rapport.

ANNEXE

**REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE
LOCALISATION DES PRELEVEMENTS & DES INVESTIGATIONS APPROFONDIES**

(DOSSIERS PLANS ET PHOTOS)

[cette annexe comporte 1 + 0 page(s)]

ANNEXE SANS OBJET

Annexe 3. : attestation(s) et certificat(s)

ANNEXE

ATTESTATION(S) ET CERTIFICAT(S)

[cette annexe comporte 1 + 4 page(s)]

Du :23/04/2015

Attestation sur l'honneur :

ATTESTATION
Article L271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation

Je soussigné, Monsieur Jean-Michel DUPOUY, agissant en tant que chef de service patrimoine, au nom et pour le compte de BUREAU VERITAS, ayant son siège au 17 bis place des Reflets – La Défense 2 – 92400 COURBEVOIE

Atteste sur l'honneur que la société BUREAU VERITAS est en situation régulière au regard de l'article L271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, contrats et diagnostics composant le dossier de diagnostic technique.

Fait à Montpellier,
Le 01/01/2013



Certificat(s) :

La certification


QUALIXPERT

des diagnostiqueurs

Certificat N° C1805
Monsieur Simon CHICOT

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 et/ou du processus de recertification PR11 consultables sur www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :




COFRAC
CERTIFICATION DE PERSONNES
ACCREDITATION
N° 4-0054
PORTES
DISPONIBLE SUR
WWW.COFRAC.FR

<p>Constat de risque d'exposition au plomb</p>	<p>certificat valide du 23/05/2011 au 22/05/2016</p>	<p>Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification, et les critères d'accréditation des organismes de certification.</p>
<p>Diagnostic de performance énergétique individuel</p>	<p>certificat valide du 24/05/2011 au 23/05/2016</p>	<p>Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification, et les critères d'accréditation des organismes de certification.</p>
<p>Etat des installations intérieures de gaz</p>	<p>certificat valide du 25/05/2011 au 24/05/2016</p>	<p>Arrêté du 06 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification, et les critères d'accréditation des organismes de certification.</p>
<p>Etat des installations intérieures d'électricité</p>	<p>certificat valide du 25/05/2011 au 24/05/2016</p>	<p>Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification, et les critères d'accréditation des organismes de certification.</p>
<p>Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine</p>	<p>certificat valide du 24/05/2011 au 23/05/2016</p>	<p>Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification, et les critères d'accréditation des organismes de certification.</p>
<p>Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante</p>	<p>certificat valide du 23/05/2011 au 22/05/2016</p>	<p>Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification de compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification, et les critères d'accréditation des organismes de certification.</p>

Date d'établissement 15/03/2013

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative



LCC 17, rue Borrel - 81100 CASTRES
Tél. 05 63 73 06 13 - Fax 05 63 73 32 87 - www.qualixpert.com
F09 Certification de compétence Version J 010313
sarl au capital de 5000 euros - APE 7120B - RCS Castres SIRET 493 037 832 00018



Annexe 4. : procès-verbal du laboratoire d'analyse d'échantillons

ANNEXE

PROCES-VERBAL DU LABORATOIRE D'ANALYSE D'ECHANTILLONS

[cette annexe comporte 1 + 0 page(s)]

ABSENCE DE PRELEVEMENT – ANNEXE SANS OBJET

Annexe 5. : Critère d'évaluation des matériaux de la liste B

ANNEXE

CRITERES D'EVALUATION

[cette annexe comporte 1 + 2 pages]

ANNEXE SANS OBJET



Annexe 6. : copie(s) de(s) rapport(s) antérieur(s)

ANNEXE

COPIE(S) DE(S) RAPPORT(S) ANTERIEUR(S)

[cette annexe comporte 1 + 0 page(s)]

RAPPORT ANTERIEUR CONSULTABLE AUPRES DU DONNEUR D'ORDRE



Agence Languedoc Roussillon
Immeuble Optimum
ZAC Blaise Pascal
451, rue Denis Papin
34000 MONTPELLIER
04 99 52 32 64
04 99 52 32 50
simon.chicot@fr.bureauveritas.com

ECOLE DES MINES D'ALES
6 AVENUE DE CLAVIERES
30100 ALES

A l'attention de M.AUBARET

Rapport N°: 6216543-1/1/1 EVAL
Rapport établi le 23/04/2015

Rapport d'évaluation de l'état de conservation de matériaux et produits de la liste A et de la liste B contenant de l'amiante.

Lieu d'intervention : BATIMENT J Adresse : SITE LOUIS LE PRINCE RINGUET 30100 ALES	Propriétaire ECOLE DES MINES D'ALES 6 AVENUE DE CLAVIERES 30100 ALES
Date du constat : 17.04.2015 En présence de : NEANT Cette mission MISE A JOUR ETATS DE CONSERVATION porte uniquement sur les locaux accessibles et portés à notre connaissance au jour de notre visite comme indiqué en annexe 1. En cas de locaux non visités (chapitre 1.5) à la demande du MO non compléterons notre diagnostic.	Donneur d'ordre ECOLE DES MINES D'ALES 6 AVENUE DE CLAVIERES 30100 ALES

Opérateurs de
repérage

CHICOT Simon

Signature

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences ont été certifiées par :
QUALIXPERT Certificat n°C1805 délivré le 23/05/2011 et valable jusqu'au 22/15/2016 (Simon CHICOT)
Compagnie d'assurance de Bureau Veritas : HISCOX (Ref. contrat : HA RCP0084283).
Date de fin de validité : 31/12/2015



Sommaire

1. Objet de la mission	3
2. Textes de référence	3
3. Résultats et conclusions	3
3.1. Matériaux liste A :	3
3.2. Matériaux liste B :	4
5. Annexe : grilles d'évaluation	6
Attestations et certificats :	8

1. Objet de la mission

Evaluer l'état de conservation des matériaux de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique contenant de l'amiante selon anciens rapports.

2. Textes de référence

- Code de la Santé Publique Chapitre IV section 2 – articles R1334-14 à R1334-29-9 et annexe 13-9 selon le Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Code de la Santé Publique Chapitre VI section 2 – articles R1337-2 à R1337-5.
- Code de la Construction et de l'Habitation – articles R271-1 à R271-5 créés par décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers et modifiant le code de la construction et de l'habitation et le code de la santé publique.
- Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante.
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement et au contenu du rapport de repérage

3. Résultats et conclusions

3.1. Matériaux liste A :

La grille d'évaluation de l'état de conservation se trouve en annexe du présent rapport.
Les résultats sont consignés dans le tableau ci-dessous :

Date de la visite	Matériau	Référence du rapport de repérage	Localisation du matériau ou produit	Etat de conservation Score
« SANS OBJET »				

3.2. Matériaux liste B :

Le modèle de grille d'évaluation de l'état de conservation et du risque de dégradation lié à l'environnement se trouve en annexe du présent rapport.

Les résultats sont consignés dans le tableau ci-dessous :

Date de la visite	Matériau	Référence du prélèvement Référence du rapport de repérage	Localisation du matériau ou du produit	Recommandations de gestion adaptées
17/03/2015	DALLES DE SOL	CF. RAPPORT APAVE N°2452304/07	HALL 2 / CIRCULATION 2 RDC	EP
17/03/2015	DALLES DE SOL	CF. RAPPORT APAVE N°2452304/07	SALLES J 001 A J007/ J 009 / J 012 / J014/ SANITAIRES/ RESERVE/AUTOCOM	EP

RDC : salles J 001 à J 007/ J 009/ J 012/ J 014/ Sanitaires/ Réserve/ Autocom

L'évaluation de l'état de conservation et du risque de dégradation lié à l'environnement des matériaux de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique contenant de l'amiante s'appuie sur les critères fixés par la réglementation, en application de la grille d'évaluation en annexe de l'arrêté du 12 décembre 2012 modifié.

La grille d'évaluation de l'état de conservation et du risque de dégradation se trouve en annexe du présent rapport. Sur la base de l'évaluation de l'état de conservation et du risque de dégradation des produits et matériaux contenant de l'amiante, les recommandations de gestion adaptées au besoin de protection des personnes sont les suivantes :

EP : Evaluation périodique :

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit. Cette évaluation périodique consiste à :

- Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer

AC1 : Action corrective de premier niveau :

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés. Cette action corrective de premier niveau consiste à :

- Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante.
- Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.



AC2 : Action corrective de deuxième niveau consistant à:

Cette action concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation. Cette action corrective de second niveau consiste à :

- a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique.
- b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée;
- c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

5. Annexe : grilles d'évaluation

ANNEXE GRILLES D'EVALUATION

CRITÈRES D'ÉVALUATION DE L'ÉTAT DE CONSERVATION DES MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE ET DU RISQUE DE DÉGRADATION LIÉS À LEUR ENVIRONNEMENT

RESULTAT DE LA GRILLE	CONCLUSIONS Recommandations de gestion adaptées au besoin de protection des personnes.
EP	Evaluation périodique
AC1	Action corrective de premier niveau
AC2	Action corrective de second niveau

TABLEAU DES CRITERES UTILISES DANS LA GRILLE

PROTECTION PHYSIQUE DU MATERIAU Protection physique étanche Protection physique non étanche ou absence de protection physique
ETAT DE DEGRADATION Matériau dégradé Matériau non dégradé
ETENDUE DE LA DEGRADATION Ponctuelle Généralise
RISQUE DE DEGRADATION LIE A L'ENVIRONNEMENT DU MATERIAU Risque de dégradation faible ou à terme Risque de dégradation rapide Risque faible d'extension de la dégradation Risque d'extension à terme de la dégradation Risque d'extension rapide de la dégradation L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte : – les agressions physiques intrinsèques au local ou zone (ventilation, humidité, etc.), selon que le risque est probable ou avéré ; – la sollicitation des matériaux et produits liée à l'usage des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte. Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, un défaut d'entretien des équipements, etc.

Evaluation de l'état de conservation et risque de dégradation lié à son environnement, dans les conditions actuelles d'utilisation des locaux de la zone homogène

Protection physique	Etat de dégradation	Etendue de la dégradation	Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau	Type de recommandation	
Protection physique étanche <input type="checkbox"/>				EP	
Protection physique non étanche ou absence de protection physique <input checked="" type="checkbox"/>	Matériau non dégradé <input checked="" type="checkbox"/>		Risque de dégradation faible ou à terme <input checked="" type="checkbox"/>	EP	
			Risque de dégradation rapide <input type="checkbox"/>	AC1	
	Matériau dégradé <input type="checkbox"/>	Ponctuelle <input type="checkbox"/>		Risque faible d'extension de la dégradation <input type="checkbox"/>	EP
				Risque d'extension à terme de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC1
		Généralisée <input type="checkbox"/>		Risque d'extension rapide de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC2
					AC2

Attestations et certificats :

Attestation d'assurance :

 <p style="text-align: center;">ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE CONTRAT : HA RCP0084283</p>	<p>LE PRENEUR D'ASSURANCE</p> <p>Assuré : BUREAU VERITAS</p> <hr/> <p>LES CONDITIONS DE GARANTIE</p> <p>Catégorie : Assurances Professionnelles by Hiscox Diagnosticqueurs Immobilier</p> <hr/> <p>ACTIVITES DE L'ASSURE</p> <p>Missions de Diagnostic techniques, réglementaires ou non portant sur :</p> <p>Diagnostic « Amiante » :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Diagnostic réglementaire avant travaux ou démolition • Assistance technique pour travaux de traitement de l'amiante • Repérage amiante (intégration au DTA ou DT parties privatives) • Repérage amiante avant/après travaux ou démolition • Réalisation ou mise à jour du dossier amiante • Examen visuel après travaux de désamiante • Mesures de la concentration des fibres d'amiante dans l'air des immeubles bâtis • Prélèvement et analyse d'eau afin de rechercher la présence d'amiante en suspension • Analyse d'échantillons prélevés par l'assuré • Mesures d'exposition à l'amiante des travailleurs à leurs postes de travail • Vérification périodique de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante dans les bâtiments • Diagnostic amiante réglementaire de transaction • Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments (décret 2011-610 du 31 mars 2011) : <i>Concernant cette dernière mission, il est précisé que les garanties s'appliquent y compris lorsque les missions porte sur des démolitions ne comportant pas de déchets amiante.</i> <p>Autres diagnostics</p> <ul style="list-style-type: none"> • Diagnostic radon bâtiments • Diagnostic Monoxyle de carbone • Diagnostic accessibilité des handicapés ERP Existant • Diagnostic accessibilité des handicapés des voiries • Diagnostic de l'état de l'installation intérieure d'électricité / de gaz • Diagnostic de l'état des Risques Naturels et Technologiques (ERNNT) • Diagnostic de Performance Energétique (DPE), Location, Cession immobilière, Affectage, Neuf, Centres commerciaux. • Mise à jour du DPE • Diagnostic des installations d'assainissement non collectif (ANCI) • Etai parasolaires Terrasses + Xylophages • Constats Etat parasolaires Terrasses + Xylophages hors DDT • Diagnostic Plomb avant / après travaux ou démolition • Constat des Risques d'Exposition au Plomb (CREP) • En cas de location / vente • Dans les parties communes • Risque d'intoxication au plomb dans les peintures. • Etat des lieux • Métrages Lit Carrez / Loi Boulin
---	--

Adresse postale : 12, quai des Guiries - CS 41177 - 33072 Bordeaux - TX - 0010 50 20 10
Hiscox Europe Underwriting Limited - Hiscox France, 19, rue Louis le Grand - 75002 Paris
Siège social : 1, Great St. Helens, Londres, EC2A 8HX, Royaume-Uni
Numéro d'enregistrement en Angleterre : 6712951 - HA CS Paris SIA 737 881
N° TVA Intracommunautaire FR5541737581 - N° FCA 409661 - www.orisat.fr
Page 1/2

31/12/2014 11:31
RCP0084283

RESPONSABILITE CIVILE ET PROFESSIONNELLE et/ou RESPONSABILITE CIVILE APRES LITIGATION
(les garanties s'appliquent par ailleurs et par année d'assurance)

- Endosse des garanties	1 000 000,00 Euros
- Dommages corporels, matériels et immatériels	1 000 000,00 Euros
- Dommages corporels, matériels et immatériels	1 000 000,00 Euros

Adresse postale : 12, quai des Guiries - CS 41177 - 33072 Bordeaux - TX - 0010 50 20 10
Hiscox Europe Underwriting Limited - Hiscox France, 19, rue Louis le Grand - 75002 Paris
Siège social : 1, Great St. Helens, Londres, EC2A 8HX, Royaume-Uni
Numéro d'enregistrement en Angleterre : 6712951 - HA CS Paris SIA 737 881
N° TVA Intracommunautaire FR5541737581 - N° FCA 409661 - www.orisat.fr
Page 2/2

31/12/2014 11:31
RCP0084283

TABLEAU DES GARANTIES
Diagnosticqueurs Immobilier
HA RCP0084283

Fait à Paris, le 31/12/2014
Pour les Assureurs
E. Bouvard

Certificat des opérateurs:



Certificat N° C1805
Monsieur Simon CHICOT

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 et/ou du processus de recertification PR11 consultables sur www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

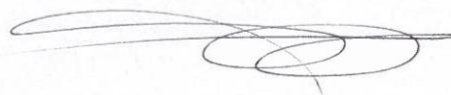
dans le(s) domaine(s) suivant(s) :



Constat de risque d'exposition au plomb	certificat valide du 23/05/2011 au 22/05/2016	Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification. et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique individuel	certificat valide du 24/05/2011 au 23/05/2016	Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification. et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	certificat valide du 25/05/2011 au 24/05/2016	Arrêté du 06 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification. et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures d'électricité	certificat valide du 25/05/2011 au 24/05/2016	Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification. et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine	certificat valide du 24/05/2011 au 23/05/2016	Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification. et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	certificat valide du 23/05/2011 au 22/05/2016	Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification de compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification. et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement 15/03/2013

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative



LCC 17, rue Borrel - 81100 CASTRES

Tél. 05 63 73 06 13 - Fax 05 63 73 32 87 - www.qualixpert.com

F09 Certification de compétence Version J 010313
sarl au capital de 8000 euros - APE 7120B - RCS Castres SIRET 493 037 832 00018



Agence Languedoc Roussillon
Immeuble Optimum
ZAC Blaise Pascal
451, rue Denis Papin
34000 MONTPELLIER
04 99 52 32 64
04 99 52 32 50
simon.chicot@fr.bureauveritas.com

UGAP
DIRECTION INTERREGIONALE
SUD EST
ROUTE DU COTEAU ROUGE
13590 MEYREUIL

Rapport N°: 2762588-2/1/1/1
Rapport établi le 13/04/2015

A l'attention de **M. VARRAUD**



Cf. conclusions au § 1

PRE-RAPPORT DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE AVANT REALISATION DE TRAVAUX

Suivant la norme NF X46-020

Lieu d'intervention : ECOLE DES MINES BATIMENT J SITE DE CROUPILLAC		Propriétaire
Adresse : 30100 ALES		ECOLE NATIONAL TECHNIQUE DES MINES 6 AVENUE DES CLAVIERES 30319 ALES CEDEX
Date du constat : 18/03/2015		Donneur d'ordre
En présence de : Néant Cette mission TRAVAUX porte uniquement sur les locaux accessibles et portés à notre connaissance au jour de notre visite comme indiqué en annexe 1. En cas de locaux non visités (chapitre 1.5) à la demande du MO non compléterons notre diagnostic.		ECOLE DES MINES 6 AVENUE DE CLAVIERES 30100 ALES

Opérateur de
repérage

CHICOT Simon

Signature

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences ont été certifiées par QUALIXPERT
Certificat n° C1805 délivré le 23/05/2011 et valable jusqu'au 22/05/2016

Compagnie d'assurance de Bureau Veritas : HISCOX (Ref. contrat : HA RCP0084283).
Date de fin de validité : 31/12/2015

Laboratoire d'analyse des échantillons : Eurofins LEM
20 rue du Kochersberg
67701 SAVERNE Cedex
N° d'accréditation COFRAC pour les analyses : 1-1751

Bureau Veritas Société Anonyme
67/71 Boulevard du Château 92200 Neuilly-sur-Seine RCS Nanterre B775 690 621



Sommaire

1. Conclusions	3
1.1. Conclusion Générale	3
1.2. Matériaux et produits repérés contenant de l'amiante.....	4
1.3. Matériaux et produits repérés ne contenant pas d'amiante.....	5
1.4. Zones et Locaux Non Visités nécessitant des investigations complémentaires	6
1.5. Matériaux ou composants nécessitant des investigations approfondies.....	7
2. Objet de la mission.....	8
3. Textes de référence	8
4. Méthodologie du diagnostic.....	8
5. Conditions de la réalisation du repérage	10
5.1. Informations relatives aux conditions spécifiques du repérage	10
5.2. Programme de travaux	10
5.3. Récolement des données	11
5.3.1. Documents fournis par le client, disponibles le jour de la visite	11
5.3.2. Conclusion de ces documents	11
5.4. Ecart par rapport à la norme.....	11
5.5. Démarches réglementaires en présence de matériaux amiantés	11
Annexe 1. : liste des locaux ou zones visités	13
Annexe 2. : repérage des matériaux, matériaux, prélèvements et investigations.....	14
Annexe 3. : attestation(s) et certificat(s)	18
Annexe 4. : procès-verbal du laboratoire d'analyse d'échantillons	22
Annexe 5. : copie(s) de(s) rapport(s) antérieur(s)	27

1. Conclusions

1.1. Conclusion Générale



La mission décrite sur la page de couverture du rapport n'a pu être menée à son terme : il y a lieu de réaliser des investigations approfondies.

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits pouvant contenir de l'amiante pour lesquels des sondages et/ou prélèvements doivent être effectués.

Des locaux restes également inaccessibles.

(Se reporter au paragraphe 1.4 et 1.5 : composants nécessitant des investigations approfondies)

ET



Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante (se reporter au paragraphe 1.2 : matériaux et produits repérés contenant de l'amiante)


REMARQUE COMPLEMENTAIRE :

Nous avons bien noté que le Maître d'Ouvrage s'engageait à poursuivre la recherche dans les locaux non visités. En présence de matériaux douteux pouvant contenir de l'amiante, des investigations supplémentaires devront être mises en œuvre lors de la précision du programme de travaux.

1.2. Matériaux et produits repérés contenant de l'amiante



Matériaux hors liste A

DATE DU REPERAGE	MATERIAU	REPERAGE	LOCALISATION DU MATERIAU OU DU PRODUIT	PRESENCE AMIANTE	CRITERE	OBSERVATION	PHOTO
		--- P (prélèvement): matériau ayant fait l'objet d'une analyse par prélèvement, S: (sondage): > matériau associé à un prélèvement; IV (inspection visuelle): autre					
07/11/2014	DALLE DE SOL ROUGE MARBRE BLANC + COLLE NOIRE	P 1	BATIMENT J – RDC- ENTREE/ COULOIR - REVETEMENT DE SOL	OUI	RESULTAT D'ANALYSE	NEANT	
07/11/2014	DALLE DE SOL VERTE + COLLE + NOIRE	P 3	BATIMENT J - J007 - REVETEMENT DE SOL	OUI	RESULTAT D'ANALYSE	NEANT	ABSENCE D'ILLUSTRATION
07/11/2014	DALLES DE SOL + COLLE NOIRE	S 1 / 3	BATIMENT J – RDC- ENSEMBLE DES LOCAUX DU RDC A L'EXCEPTION DU HALL (ESCALIER) , DU LOCAL SOUS STATION J008 ET DU LOCAL TECHNIQUE J010- REVETEMENT DE SOL	OUI	RESULTAT D'ANALYSE P1 ET P*3	NEANT	ABSENCE D'ILLUSTRATION

RAPPEL :

En cas de présence avérée d'amiante, les démarches réglementaires prévues dans le code du travail et le code de la santé publique doivent être engagées.

1.3. Matériaux et produits repérés ne contenant pas d'amiante



DATE DU REPERAGE	MATERIAU	REPERAGE	LOCALISATION DU PRELEVEMENT OU DU MATERIAU	PRESENCE AMIANTE	CRITERE	OBSERVATION
		<i>P (PRELEVEMENT): MATERIAU AYANT FAIT L'OBJET D'UNE ANALYSE PAR PRELEVEMENT, ---> S: (SONDAGE): MATERIAU ASSOCIE A UN PRELEVEMENT; IV (INSPECTION VISUELLE): AUTRE</i>				
07/11/2014	DALLE SOUPLE BEIGE + COLLE	P 2	BATIMENT J - 0 - ACCES ESCALIER COLIMACON - REVETEMENT DE SOL	NON	RESULTAT D'ANALYSE	NEANT
07/11/2014	PLINTHE MARRON + COLLE	P 4	BATIMENT J - 0 - CIRCULATION - REVETEMENT DE MUR	NON	RESULTAT D'ANALYSE	NEANT
07/11/2014	MATERIAU DUR PIED DE CLOISON	P 5	BATIMENT J - 0 - J007 - REVETEMENT DE MUR	NON	RESULTAT D'ANALYSE	NEANT
07/11/2014	COLLE DE FAIENCE	P 6	BATIMENT J - 0 - J007 - REVETEMENT DE MUR	NON	RESULTAT D'ANALYSE	NEANT
07/11/2014	PANNEAU AU PLAFOND (DALLES FIBRALITH)	P 7	BATIMENT J - 0 - J001 - PLAFOND	NON	RESULTAT D'ANALYSE	NEANT
07/11/2014	ENDUIT MURAL	P 8	BATIMENT J - 0 - PASSERELLE - MUR ET CLOISON	NON	RESULTAT D'ANALYSE	NEANT
07/11/2014	ENDUIT DE REBOUCAGE	P 9	BATIMENT J - 0 - PASSERELLE - MUR ET CLOISON	NON	RESULTAT D'ANALYSE	NEANT
07/11/2014	COLLE + RAGREAGE	P 10	BATIMENT J - 1 - ENTREE - REVETEMENT DE SOL	NON	RESULTAT D'ANALYSE	NEANT
07/11/2014	BANDE CALICOT	P 11	BATIMENT J - 1 - J117 - MUR ET CLOISON	NON	RESULTAT D'ANALYSE	NEANT
07/11/2014	DS MARRON MARBRE BLANC + RAGREAGE	P 12	BATIMENT J - 1 - J117 - REVETEMENT DE SOL	NON	RESULTAT D'ANALYSE	NEANT
07/11/2014	COLLE + RAGREAGE	P 13	BATIMENT J - 1 - J107 - REVETEMENT DE SOL	NON	RESULTAT D'ANALYSE	NEANT
07/11/2014	COLLE DE PLINTHE	P 15	BATIMENT J - 1 - SALLE DE REUNION - REVETEMENT DE SOL	NON	RESULTAT D'ANALYSE	NEANT
07/11/2014	COLLE DE FAIENCE	P 16	BATIMENT J - 1 - LOCAL TECHNIQUE - REVETEMENT DE MUR	NON	RESULTAT D'ANALYSE	NEANT
07/11/2014	JOINT PCF	P 53	BATIMENT J 005	NON	RESULTAT D'ANALYSE	NEANT
07/11/2014	RAGREAGE + COLLE	P 53	BATIMENT J 110	NON	RESULTAT D'ANALYSE	NEANT
07/11/2014	BANDE CALICOT	P 55	BATIMENT J 110	NON	RESULTAT D'ANALYSE	NEANT



1.4. Zones et Locaux Non Visités nécessitant des investigations complémentaires

Il appartient au donneur d'ordre ou à son représentant, seule personne à même d'avoir une parfaite connaissance des lieux, de signifier à Bureau Veritas toute omission éventuelle à ce titre et de confier à Bureau Veritas, le cas échéant, une mission complémentaire de repérage dans les locaux et zones omis.

→ Locaux du ministère de la défense = accès non autorisé

1.5. Matériaux ou composants nécessitant des investigations approfondies



Les matériaux ou composants listés ci-dessous n'ont pu être diagnostiqués et nécessitent donc des investigations approfondies.

Il appartient au donneur d'ordre de réaliser les travaux/actions préconisés afin de rendre accessibles ces composants et de confier à Bureau Veritas le diagnostic correspondant.

Le présent document ne constitue en conséquence qu'un pré-rapport qui ne pourra valoir rapport définitif qu'une fois complété, à l'issue de ces investigations approfondies.

Matériau	Repérage	Localisation	Justification de la nécessité d'une investigation approfondie	Observation
??	IV	Plénum	Présence de faux plafond	De nombreux sondages ont été réalisés .Cependant la totalité des plenums reste inaccessible (Présence de plaques de faux plafond + complexe isolant) en cas de doute en phase démolition à la demande du donneur d'ordre nous compléterons notre diagnostic.

2. Objet de la mission

Etablir le repérage avant travaux en regard la liste figurant dans la norme NFX-46-020

Ce repérage a pour objectif d'identifier les matériaux et produits susceptibles de libérer des fibres d'amiante à l'occasion des travaux prévus par le donneur d'ordre.

Dans le cadre de ce diagnostic, seuls les composants de la construction affectés par les travaux font l'objet du présent repérage.

3. Textes de référence

Code du Travail - Section 3, Sous section 2 Art. R. 4412-97, selon le décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.

Norme NFX 46-020 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis.

4. Méthodologie du diagnostic

La mission de diagnostic est réalisée par un ou des opérateurs de repérage titulaire(s) de la certification de personne dans le domaine de l'amiante.

CHICOT Simon est certifié dans le domaine de l'amiante depuis le 23/05/2011 par *QUALIXPERT*, organisme certificateur dans le domaine de l'amiante, accrédité par le COFRAC.

Certificat N° C1805

Date limite de validité de la certification : 22/05/2016

Plan d'intervention

La bonne accessibilité aux différentes parties de l'immeuble bâti est une condition importante et nécessaire à la qualité du repérage.

La visite de tous les locaux et installations inscrits dans le périmètre de repérage est nécessaire ;

A cette fin, l'opérateur de repérage examine de façon exhaustive toutes les parties d'ouvrages qui composent les différentes parties de l'immeuble bâti et réalise ou fait réaliser pour cela les démontages et investigations approfondies destructives nécessaires. Il définit les zones présentant des similitudes d'ouvrage

Le repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante comprend au minimum une inspection visuelle des composants de la construction afin de rechercher et d'identifier les différents matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante.

Cette inspection peut être suivie :

- d'investigations approfondies ou d'investigations complémentaires ;
- de sondages ;
- De prélèvements pour déterminer par analyse, la présence effective d'amiante dans les matériaux et produits préalablement identifiés comme étant susceptibles de contenir de l'amiante.



À chacune de ces étapes, les matériaux et produits sont enregistrés, leurs caractéristiques et leur état de conservation renseignés le cas échéant.

Dans le cas où des locaux, parties de locaux, composants ou parties de composants de la construction restent inaccessibles, les réserves correspondantes ainsi que les investigations complémentaires ou les investigations approfondies nécessaires sont listées dans le présent rapport

En fonction des informations et des moyens dont il dispose (documents, matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante, marquage sur les matériaux), de son jugement personnel et de sa connaissance des matériaux et produits, l'opérateur de repérage peut conclure à la présence ou à l'absence d'amiante.

En cas de doute sur la présence d'amiante (absence d'informations documentaires, produits non identifiés), il effectue un (ou des) prélèvement(s) pour analyses sur les matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante pour conclure.

Phase de prélèvements :

L'opérateur de repérage définit sous sa seule responsabilité en fonction de sa stratégie d'échantillonnage, parmi les matériaux ou produits repérés, ceux qui doivent donner lieu à un ou plusieurs prélèvements ;

Ce nombre de prélèvements représentatif des surfaces considérées est conforme aux prescriptions de l'Annexe A de la norme NF X 46-020.

Les prélèvements sont réalisés par l'opérateur de repérage avec les moyens de protection collective et individuelle mis en œuvre dans le respect des prescriptions réglementaires en vigueur et avec un matériel de prélèvement adapté à l'opération dans des conditions conduisant à une pollution des lieux la plus réduite possible.

L'opérateur de repérage veille à la traçabilité des échantillons prélevés et le conditionnement individuel et sous double emballage étanche à l'air est réalisé sur site.

Ces prélèvements sont transmis pour analyse, à un laboratoire accrédité avec une fiche d'accompagnement reprenant l'identification du prélèvement.

A réception des résultats d'analyse, l'opérateur de repérage veille à la cohérence des résultats.

Le résultat de cette analyse permet d'identifier parmi les matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante ceux qui en contiennent effectivement.

Phase d'analyse d'échantillons :

Les analyses des échantillons de ces matériaux et produits sont réalisées par un organisme accrédité.

Avertissement :

- La recherche des MPCA est réalisée par sondages visuels et par sondages destructifs d'éléments et/ou de composants (avec prélèvements d'échantillons), selon une méthode d'échantillonnage respectant en cela les prescriptions de la norme NFX 46-020 et de l'arrêté du 26 juin 2013. Cette recherche ne peut cependant être exhaustive compte tenu de la multitude de formes que peut prendre l'amiante et le caractère aléatoire et sporadique de son ajout aux matériaux du bâtiment, son inclusion dans les éléments du bâti et/ ou sa dissimulation par d'autres matériaux (notamment pour ce qui concerne les enduits ciments de rebouchage et de lissage). Certains MPCA peuvent donc ne pas être mis en évidence par la méthode de recherche par sondages : détermination de zones de similitude d'ouvrage et de zones homogènes, fréquence de sondage telles que définies par cette norme à l'intérieur de celles-ci, ... Il n'est ainsi pas exclu que certains MPCA puissent être mis en évidence ultérieurement lors des opérations de démolition ou réhabilitation.

- La mission porte exclusivement sur les bâtiments et locaux dont la liste est détaillée en annexe 1.

- Tous les travaux effectués dans des locaux autres que ceux définis dans le présent rapport et/ou de natures différentes que celles définies également dans le présent rapport devront faire l'objet d'un autre repérage des MPCA au titre d'un contrat différent.

- Le présent repérage ne peut être utilisé que dans les limites définies par le programme de travaux et les locaux concernés décrits dans le présent rapport.

L'ancienneté des matériaux contenant de l'amiante, les diverses agressions qu'ils subissent, peuvent entraîner la dénaturation de ceux-ci et donner lieu à la libération spontanée de fibres d'amiante.

Ainsi des fibres peuvent migrer et polluer un matériau non réputé contenir de l'amiante, se trouvant à proximité du matériau amianté.

L'intervention BUREAU VERITAS ne prend pas en compte dans le présent repérage, cet effet de pollution éventuelle.

5. Conditions de la réalisation du repérage

Cette mission TRAVAUX porte uniquement sur les locaux accessibles et portés à notre connaissance au jour de notre visite comme indiqué en annexe 1. En cas de locaux non visités (chapitre 1.5) à la demande du MO non compléterons notre diagnostic.



La visite a été effectuée le **18/03/2015** accompagné de : **Néant**

5.1. Informations relatives aux conditions spécifiques du repérage

Conditions d'accès à l'ensemble des locaux, volumes, matériaux à repérer

L'annexe 1 précise les locaux visités

Présence d'une société qualifiée pour effectuer les sondages et/ou démontages : **NON**

Présence de la société de maintenance des ascenseurs : **NON**

Présence de la société de maintenance des installations de chauffage : **NON**

Présence d'une personne habilitée à ouvrir les locaux TGBT : **NON**

5.2. Programme de travaux

Programme de travaux:

Les travaux réalisés portent exclusivement sur des travaux de second œuvre, à l'exclusion du clos et du couvert.
Pas de programme précis et localisé défini au jour de la visite.



5.3. Récolement des données

5.3.1. Documents fournis par le client, disponibles le jour de la visite

Plans et ou documents concernant la construction fournis : **Oui, plan de distribution Rdc / R+1**

Anciens rapports de repérage : **Oui**

Date du permis de construire : **Non transmis**

Année de construction : **Non transmis**

date de réhabilitation ou description des modifications : **Non transmis**

destination des locaux : **Etablissement supérieur/recherche**

Nota : Les documents transmis par le client et nécessaires à l'exécution de la mission sont réputés satisfaire aux exigences imposées par les textes réglementaires relatifs à l'amiante.

5.3.2. Conclusion de ces documents

Présence d'amiante selon rapport n° 2452304/07 du 13/02/2006 , société APAVE.

Cf rapports décrivent ci-dessus.

Les résultats antérieurs en matière de recherche d'amiante, communiqués à Bureau Veritas dans le cadre de la présente mission, sont réputés satisfaire aux exigences imposées par les textes en matière de diagnostics et constats.

5.4. Ecart par rapport à la norme

Ces documents ou ces informations, nécessaires à l'opérateur de repérage pour lui permettre de réaliser sa mission dans de bonnes conditions, n'ont pas été transmis par le donneur d'ordre:

- *documents relatifs aux produits, matériaux et protections physiques*
- *Dossier technique amiante*
- *anciens rapports de repérage*
- *date du permis de construire*
- *année de construction*
- *année de réhabilitation ou description des modifications*

5.5. Démarches réglementaires en présence de matériaux amiantés

Préalablement aux travaux de démolition, même partiels, des travaux de retrait des matériaux amiantés sont obligatoires (sauf lorsqu'ils apportent un plus grand risque pour les travailleurs que si l'amiante ou les matériaux en contenant étaient laissés en place).

L'entreprise de travaux doit rédiger un plan de retrait amiante indiquant notamment son mode opératoire, l'aptitude médicale du personnel, la justification de la formation du personnel au retrait de l'amiante. etc. Les travaux ne pourront débuter qu'un mois après la date de réception du plan de retrait par l'Inspection du Travail, la CRAM, l'OPPBT et la médecine du travail.

Les travailleurs intervenants doivent être titulaires d'une attestation de compétence délivrée par un organisme de formation certifié.

Pour réaliser le retrait de matériaux l'entreprise doit avoir obtenu un certificat de qualification auprès d'un organisme certificateur accrédité.



Tout travailleur dont l'activité professionnelle ne consiste pas à confiner ou retirer de l'amiante, mais dont l'intervention est susceptible de libérer des fibres d'amiante et par voie de conséquence de l'y exposer, entre dans le champ d'application de la sous-section 4 défini à l'article R. 4412-94 tiret 2 du Code du travail et doit bénéficier des mesures de prévention définies aux articles R. 4412-97 à R. 4412-124 et R. 4412-144 à R. 4412-148 du code du travail.

Les travailleurs concernés bénéficient, préalablement à toute activité ou intervention en présence d'amiante, d'une formation à la prévention des risques liés à l'amiante suivant les dispositions de l'Arrêté du 23 février 2012.



Annexe 1. : liste des locaux ou zones visités

La présente liste présente les locaux et /ou zones ayant été inspectés par l'opérateur dans le cadre de la mission confiée à Bureau Veritas.

Il appartient au donneur d'ordre ou à son représentant, seule personne à même d'avoir une parfaite connaissance des lieux, de signifier à Bureau Veritas toute omission, erreur ou incohérence éventuelle dans l'identification des locaux et zones figurant à un titre ou à un autre dans le présent rapport.

BATIMENT	NIVEAU	ZONES OU LOCAUX VISITES	CIRCONSTANCES DE LA VISITE
BATIMENT J	RDC	ENSEMBLE DES LOCAUX A L'EXCEPTION DES LOCAUX DU MINISTERE DE LA DEFENSE	Locaux encore occupés avec présence de meubles et de matériel.
BATIMENT J	1ER	ENSEMBLE DES LOCAUX	Locaux encore occupés avec présence de meubles et de matériel.



Annexe 2. : repérage des matériaux, matériaux, prélèvements et investigations

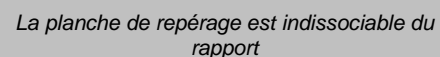
Les documents, fournis dans cette annexe sont la traduction visuelle des constats effectués en tête de rapport.

ANNEXE

REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE LOCALISATION DES PRELEVEMENTS & DES INVESTIGATIONS APPROFONDIES

(DOSSIERS PLANS ET PHOTOS)

[cette annexe comporte 1 + 3 page(s)]



Client:	UGAP
Site:	BATIMEN T J CROUPILLAC
Etage:	1ER
n° de rapport:	2762588-2/1/1/1
Date visite:	18/03/2015
Réalisé par:	CHICOT Simon
n° de planche	2

Repérage	Nature - description	Localisation	Présence amiante
P 2	DALLE SOUPLE BEIGE + COLLE	BATIMENT J - 0 - ACCES ESCALIER COLIMACON	NON
P 4	PLINTHE MARRON + COLLE	BATIMENT J - 0 - CIRCULATION	NON
P 5	MATERIAU DUR PIED DE CLOISON	BATIMENT J - 0 - J007	NON
P 6	COLLE DE FAIENCE	BATIMENT J - 0 - J007	NON
P 7	DALLES FIBRALITH	BATIMENT J - 0 - J001	NON
P 8	ENDUIT MURAL	BATIMENT J - 0 - PASSERELLE	NON
P 9	ENDUIT DE REBOUCAGE	BATIMENT J - 0 - PASSERELLE	NON
P 10	COLLE + RAGREAGE	BATIMENT J - 1 - ENTREE	NON
P 11	BANDE CALICOT	BATIMENT J - 1 - J117	NON
P 12	DS MARRON MARBRE BLANC + RAGREAGE	BATIMENT J - 1 - J117	NON
P 13	COLLE + RAGREAGE	BATIMENT J - 1 - J107	NON
P 15	COLLE DE PLINTHE	BATIMENT J - 1 - SALLE DE REUNION	NON
P 16	COLLE DE FAIENCE	BATIMENT J - 1 - LOCAL TECHNIQUE	NON

1^{er} étage

Legend:


- Espace vert (Green)
- Espace bleu (Blue)
- E (Espace vert)
- P (Espace bleu)

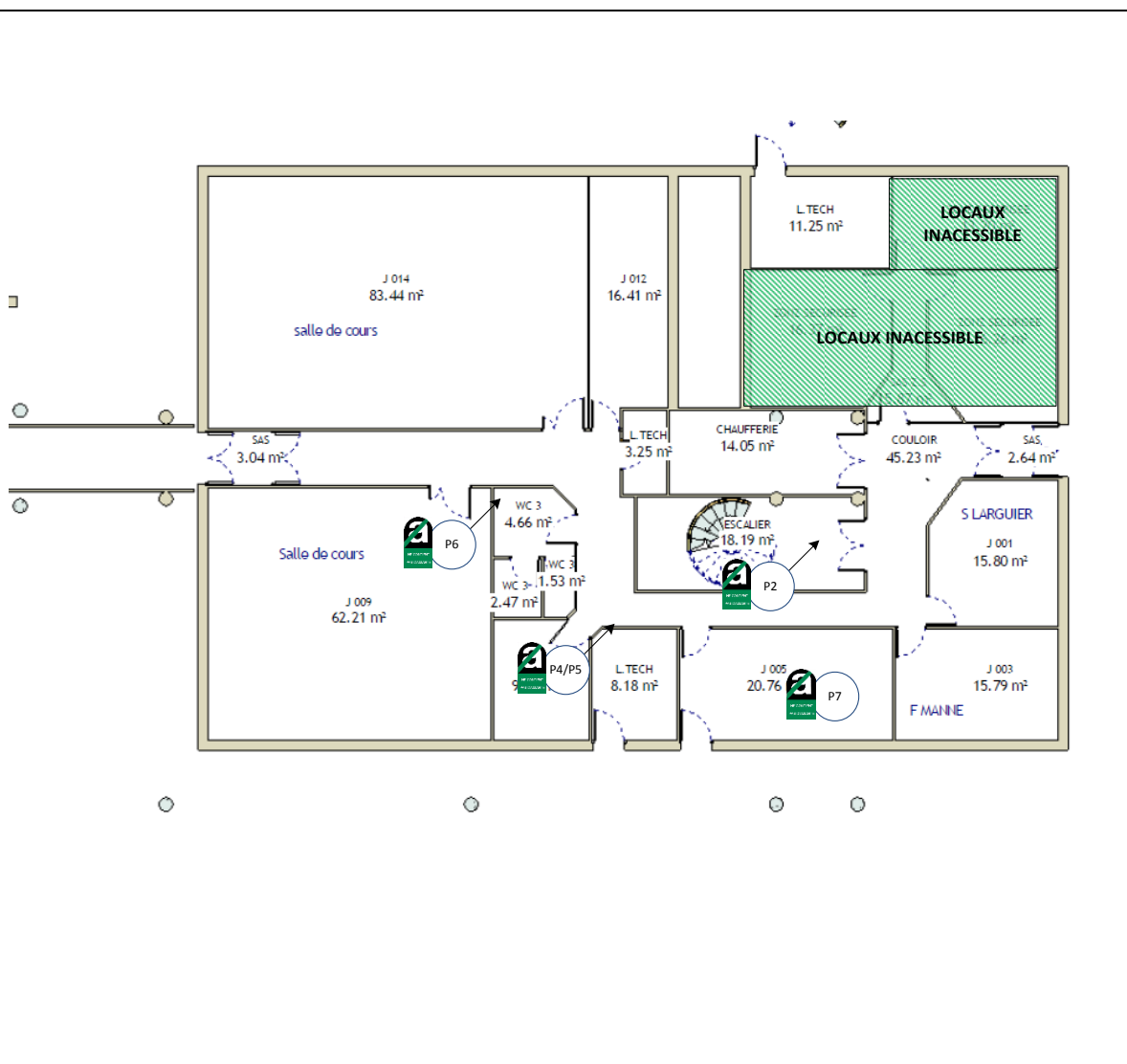
Rooms and areas:

- J 118: 56.19 m²
- J 116: 46.31 m²
- J 114: 12.31 m²
- J 110: 15.04 m²
- J 108: 13.67 m²
- J 106: 12.40 m²
- J 104: 10.68 m²
- J 102: 10.74 m²
- J 101: 7.39 m²
- J 101 bis: 10.28 m²
- J 103: 11.82 m²
- J 119: 13.19 m²
- J 117: 12.30 m²
- J 115: 13.31 m²
- J 109: 14.59 m²
- J 107: 12.31 m²
- J 105: 12.30 m²
- CAFET
- Local technique (J 111): 10.44 m²
- JC SOUCHE
- M. POMMIER: 14.67 m²
- V. DUMAS
- COULOIR: 48.11 m²
- COULOIR: 20.08 m²
- HALL: 73.23 m²
- RESERVE: 6.26 m²
- WC 5: 2.95 m²
- WC 6: 5.08 m²
- WC 6: 5.08 m²
- SAS: 5.93 m²
- Salle de cours
- Salle de cours

Points of interest:

- P9
- P8
- P10
- P12
- P15
- P16
- P56
- P55
- P14

		Planche de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante ou non <i>La planche de repérage est indissociable du rapport</i>	
Client:		UGAP	
Site:		BATIMENT J J CROUPILLAC	
Etage:		RDC	
n° de rapport:		2762588-2/1/1/1	
Date visite:		18/03/2015	
Réalisé par:		CHICOT Simon	
n° de planche		3	
Repérage	Nature - description	Localisation	Présence amiante
P 2	DALLE SOUPLE BEIGE + COLLE	BATIMENT J - 0 - ACCES ESCALIER COLIMACON	NON
P 4	PLINTHE MARRON + COLLE	BATIMENT J - 0 - CIRCULATION	NON
P 5	MATERIAU DUR PIED DE CLOISON	BATIMENT J - 0 - J007	NON
P 6	COLLE DE FAIENCE	BATIMENT J - 0 - J007	NON
P 7	DALLES FIBRALITH	BATIMENT J - 0 - J001	NON
P 8	ENDUIT MURAL	BATIMENT J - 0 - PASSERELLE	NON
P 9	ENDUIT DE REBOUCAGE	BATIMENT J - 0 - PASSERELLE	NON
P 10	COLLE + RAGREAGE	BATIMENT J - 1 - ENTREE	NON
P 11	BANDE CALICOT	BATIMENT J - 1 - J117	NON
P 12	DS MARRON MARBRE BLANC + RAGREAGE	BATIMENT J - 1 - J117	NON
P 13	COLLE + RAGREAGE	BATIMENT J - 1 - J107	NON
P 15	COLLE DE PLINTHE	BATIMENT J - 1 - SALLE DE REUNION	NON
P 16	COLLE DE FAIENCE	BATIMENT J - 1 - LOCAL TECHNIQUE	NON



Annexe 3. : attestation(s) et certificat(s)

ANNEXE

ATTESTATION(S) ET CERTIFICAT(S)

[cette annexe comporte 1 + 4 page(s)]

Attestation d'assurance :



ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE CONTRAT : HA-RC-P0084283

LE PRENEUR D'ASSURANCE

Assuré : BUREAU VERITAS

LES CONDITIONS DE GARANTIE

Catégories : Assurances Professionnelles by Hiscox
Diagnostiqueurs immobilier

ACTIVITES DE L'ASSURE

Missions de Diagnostics techniques, réglementaires ou non portant sur

Diagnostics « Amiante » :

- Diagnostic réglementaire avant travaux ou démolition
- Assistance technique pour travaux de traitement de l'amiante
- Repérage amiante (intégration au DTA ou DTI par des privés)
- Repérage amiante avant/après travaux ou démolition
- Réalisation ou mise à jour du dossier amiante
- Examen visuel après travaux de désamiante
- Mesures de la concentration des fibres d'amiante dans l'air des immeubles bâtis
- Prélèvement et analyse d'eau afin de rechercher la présence d'amiante en suspension
- Analyses d'échantillons prélevés par l'assuré
- Mesures d'exposition à l'amiante des travailleurs à leurs postes de travail
- Vérification périodique de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante dans les bâtiments
- Diagnostic amiante réglementaire de transaction
- Diagnostic amiante sur équipements industriels
- Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments (décret 2011-610 du 31 mars 2011) : Concernant cette dernière mission, il est précisé que les garanties s'appliquent Y compris lorsque la mission porte sur des démolitions ne comportant pas de déchets amiants.

Autres diagnostics

- Diagnostic radon bâtiments
- Diagnostic Monoxyde de carbone
- Diagnostic accessibilité des handicapés ERP Existants
- Diagnostic accessibilité des handicapés des voiries
- Diagnostic de l'état de l'installation intérieure d'électricité / de gaz
- Diagnostic de l'état des Risques Naturels et Technologiques (ENNT)
- Diagnostic de Performance Énergétique (DPE), Location, Cession immobilière, Affichage, Neuf, Centres commerciaux.
- Mise à jour du DPE
- Diagnostic des installations d'assainissement non collectif (ANC)
- Etat parasitaires Termites + Xylophages
- Constat Etat parasitaires Termites + Xylophages hors DDT
- Diagnostic Plomb avant / après travaux ou démolition
- Constat des Risques d'Exposition au Plomb (CREP)
- En cas de location / vente
- Dans les parties communes
- Risque d'intoxication au plomb dans les peintures.
- Etat des lieux
- Métrages Loi Carrez / Loi Boutin

31/12/2014 11:31
RCP0084283

Adresse postale : 12, quai des Queyries - CS 41177 - 33072 Bordeaux - Tél : 0810 50 20 10

Hiscox Europe Underwriting Limited - Hiscox France, 19, rue Louis le Grand - 75002 Paris

N° de registre en Angleterre : 10204132 - R.C.S. Paris 524 737 681

N° TVA Intracommunautaire FR05524737681 - N° FCA 480694 - www.orcas.fr

Page 1/2



- Millimes de copropriété
- Puits conventionnés (normes d'habitabilité)
- Sécurité piscine
- Diagnostic technique Loi SRU
- Diagnostic de la qualité de l'air intérieur dans les locaux d'habitation ou recevant du public.

Analyses et/ou prélèvements d'échantillons

Missions de recherche d'Amiante : il est précisé que l'assuré peut réaliser des cartographies dans les voiries, trottoirs, chussées pour analyse des échantillons en Laboratoire. Ces prestations peuvent également être sous-traitées, de même que l'analyse en laboratoire.

Conseil en Performance Énergétique

Toutes missions connexes d'assistance technique et/ou de conseil aux clients découlant des missions de diagnostics ci-dessus et, ce, y compris les estimations financières liées aux propositions de solutions techniques formulées par l'assuré.

PÉRIODE DE VALIDITÉ

La présente attestation est valable pour la période du 01 Janvier 2015 au 31 Décembre 2015.

Les garanties sont acquises selon les Conditions Particulières (établies sur la base du questionnaire préalable d'assurance) des Conditions Générales N° RC1000 et/ou des (module(s) n° D1A0907 Assurances Professionnelles by Hiscox - Diagnostiqueurs immobilier".

Fait à Paris, le 31/12/2014
Pour les Assureurs



TABLEAU DES GARANTIES
Diagnostiqueurs immobilier
HA-RC-P0084283

RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE et/ou RESPONSABILITE CIVILE APRES LIVRAISON
(Les garanties s'appliquent par sinistre et par année d'assurance.)

- Etendue des garanties	1 000 000,00 Euros
Dont :	
- Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non	1 000 000,00 Euros

31/12/2014 11:31
RCP0084283

Adresse postale : 12, quai des Queyries - CS 41177 - 33072 Bordeaux - Tél : 0810 50 20 10

Hiscox Europe Underwriting Limited - Hiscox France, 19, rue Louis le Grand - 75002 Paris

N° de registre en Angleterre : 10204132 - R.C.S. Paris 524 737 681

N° TVA Intracommunautaire FR05524737681 - N° FCA 480694 - www.orcas.fr

Attestation sur l'honneur :

ATTESTATION
Article L271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation

Je soussigné, Monsieur Jean-Michel DUPOUY, agissant en tant que chef de service patrimoine, au nom et pour le compte de BUREAU VERITAS, ayant son siège au 17 bis place des Reflets – La Défense 2 – 92400 COURBEVOIE

Atteste sur l'honneur que la société BUREAU VERITAS est en situation régulière au regard de l'article L271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, contrats et diagnostics composant le dossier de diagnostic technique.

Fait à Montpellier,
Le 01/01/2013



Certificat(s) :

La certification


QUALIXPERT

des diagnostiqueurs

Certificat N° C1805
Monsieur Simon CHICOT

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 et/ou du processus de recertification PR11 consultables sur www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :




COFRAC
CERTIFICATION DE PERSONNES
ACCREDITATION
N° 4-0054
PORTES
DISPONIBLE SUR
WWW.COFRAC.FR

<p>Constat de risque d'exposition au plomb</p>	<p>certificat valide du 23/05/2011 au 22/05/2016</p>	<p>Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification, et les critères d'accréditation des organismes de certification.</p>
<p>Diagnostic de performance énergétique individuel</p>	<p>certificat valide du 24/05/2011 au 23/05/2016</p>	<p>Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification, et les critères d'accréditation des organismes de certification.</p>
<p>Etat des installations intérieures de gaz</p>	<p>certificat valide du 25/05/2011 au 24/05/2016</p>	<p>Arrêté du 06 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification, et les critères d'accréditation des organismes de certification.</p>
<p>Etat des installations intérieures d'électricité</p>	<p>certificat valide du 25/05/2011 au 24/05/2016</p>	<p>Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification, et les critères d'accréditation des organismes de certification.</p>
<p>Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine</p>	<p>certificat valide du 24/05/2011 au 23/05/2016</p>	<p>Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification, et les critères d'accréditation des organismes de certification.</p>
<p>Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante</p>	<p>certificat valide du 23/05/2011 au 22/05/2016</p>	<p>Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification de compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification, et les critères d'accréditation des organismes de certification.</p>

Date d'établissement 15/03/2013

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative



LCC 17, rue Borrel - 81100 CASTRES
Tél. 05 63 73 06 13 - Fax 05 63 73 32 87 - www.qualixpert.com
F09 Certification de compétence Version J 010313
sarl au capital de 5000 euros - APE 7120B - RCS Castres SIRET 493 037 832 00018



Annexe 4. : procès-verbal du laboratoire d'analyse d'échantillons

ANNEXE

PROCES-VERBAL DU LABORATOIRE D'ANALYSE D'ECHANTILLONS

[cette annexe comporte 1 + 4 page(s)]

BUREAU VERITAS SA
Monsieur Simon CHICOT
451 Rue Denis Papin
Zac Blaise Pascal
Immeuble l'optimum
34000 MONTPELLIER

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-15-LE-051163-01 Version du : 01/04/2015 20:04 Page 1/10
Dossier N° : 15A011197 Date de réception : 26/03/2015
Référence dossier : 1510003387
15158
Informations :
Les analyses ont été sous-traitées au laboratoire accrédité Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Ouest (Gragnan) dont le numéro de portée est le NF EN ISO/IEC 17025:2005 COFRAC 1-5840 (portée disponible sur www.cofrac.fr). Le rapport peut être fourni sur demande.

N° éch.	Référence client	Description visuelle de la phase	Technique utilisée	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
001	P1 DS ROUGE MARBRE BLANC ENTREE/ COULOIR J	Matériau de type colle bitumineux (noir)	MOLP *	2	-	Fibres d'amiante de type chrysotile
		Matériau dur de type plaque (rouge)	MET *	1	Traitement au tétrahydrofurane (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante de type chrysotile
002	P2 DS SOUPLE BEIGE + COLLE BEIGE ACCES ESCALIER COLLMACON VERS ETAGE J	Matériau souple de type revêtement de sol	MET *	1	Traitement au tétrahydrofurane (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau semi-dur de type ragréage	MET *	1	Traitement acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau de type colle (jaune)	MET *	1	Traitement au chloroforme (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
003	P3 DS VERTE MARBRE BLANC J007	Matériau de type colle bitumineux (noir)	MOLP *	2	-	Fibres d'amiante de type chrysotile
		Matériau dur de type plaque (vert)	MET *	1	Traitement au tétrahydrofurane (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante de type chrysotile

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 10 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

Eurofins LEM
30, rue du Kochersberg BP 50047
F-67701 Saverny, FRANCE
Tél: +33 3 88 91 19 11 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/hdb
S.A.S au capital de 1 530 320 € RCS Saverny 489 017 897 TVA FR95 489 017 897 APE 7120B

ACCREDITATION
N° 1-1751
Portée disponible sur
www.cofrac.fr



RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-15-LE-051163-01

Version du : 01/04/2015 20:04

Page 2/10

Dossier N° : 15A011197

Date de réception : 26/03/2015

Référence dossier : 1510003387
15156

Informations : Les analyses ont été sous-traitées au laboratoire accrédité Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Ouest (Gradignan) dont le numéro de portée est le NF EN ISO/IEC 17025:2005 COFRAC 1-5840 (portée disponible sur www.cofrac.fr). Le rapport peut être fourni sur demande.

N° éch.	Référence client	Description visuelle de la phase	Technique utilisée	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
004	P4 PLINTE MARRON + COLLE CIRCULATION J	Matériau dur de type plaque (fibreuse) matériau de type maillage de fibres	MOLP *	2	-	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau souple matériau de type peinture (marron) sur matériau dur de type plaque (fibreuse)	MET *	1	Calcination (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Enduit colle jaune	MET *	1	Traitement acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
005	P5 MATERIAU DUR PIED DE CLOISON JU07	Matériau dur de type plaque (noir)	MET *	1	Traitement au tétrahydrofurane (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau de type colle (jaune) matériau semi-dur	MOLP *	2	-	Quantité insuffisante
006	P6 COLLE DE PLINTE SANITAIRE J RDC	Matériau souple fibreux de type papier, carton	MOLP *	2	-	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau de type peinture matériau semi-dur de type enduit	MET *	1	Traitement acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau de type peinture matériau semi-dur de type enduit	MET *	1	Traitement au chloroforme (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau dur (blanc) sur matériau souple fibreux de type papier, carton	MET *	1	Traitement acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
007	P7 DALLE FIBRALITH PLAFOND J001	Matériau de type mousse matériau semi-dur fibreux de type bois, copeaux	MOLP *	2	-	Fibres d'amiante non détectées
008	P8 ENDUIT MURAL PASSERELLE	Matériau semi-dur de type enduit matériau de type peinture	MET *	1	Traitement acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 10 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

Eurofins LEM
20, rue du Köchersberg, BP 50047
F-67701 Saverny, FRANCE
Tél: +33 3 88 91 15 11 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/hdb
S.A.S au capital de 1 530 320 € RCS Saverny 489 017 897 TVA FR95 489 017 897 APE 7120B

ACCREDITATION
N° 1-1751
Portée disponible sur
www.cofrac.fr



RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-15-LE-051163-01

Version du : 01/04/2015 20:04

Page 3/10

Dossier N° : 15A011197

Date de réception : 26/03/2015

Référence dossier : 1510003387
15156

Informations : Les analyses ont été sous-traitées au laboratoire accrédité Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Ouest (Gradignan) dont le numéro de portée est le NF EN ISO/IEC 17025:2005 COFRAC 1-5840 (portée disponible sur www.cofrac.fr). Le rapport peut être fourni sur demande.

N° éch.	Référence client	Description visuelle de la phase	Technique utilisée	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
		Matériau semi-dur de type enduit matériau de type peinture	MET *	1	Traitement au chloroforme (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
009	P9 ENDUIT DE REBOUCHAGE PASSERELLE	Matériau semi-dur de type enduit matériau de type peinture	MET *	1	Traitement acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau semi-dur de type enduit matériau de type peinture	MET *	1	Traitement au chloroforme (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
010	P10 RAGREAGE + COLLE ENTREE J ETAGE	Matériau semi-dur de type ragréage matériau de type colle (jaune) indissociables, préparés ensemble	MET *	1	Traitement acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
011	P11 BANDE CALICOT couloir 1er A cote J117	Matériau souple fibreux de type papier, carton	MOLP *	2	-	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau semi-dur de type enduit matériau de type peinture	MET *	1	Traitement acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau semi-dur de type enduit matériau de type peinture	MET *	1	Traitement au chloroforme (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
012	P12 ds marbre blanc marron + RAGREAGE J117	Matériau souple de type revêtement de sol	MET *	1	Traitement au tétrahydrofurane (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau semi-dur de type ragréage matériau de type colle (jaune) indissociables, préparés ensemble	MET *	1	Traitement acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
013	P13 RAGREAGE + COLLE J107					

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 10 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

Eurofins LEM
20, rue de Kochersberg ,BP 50047
F-67701 Saverny, FRANCE
Tel: +33 3 88 91 19 11 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/hdb
S.A.S au capital de 1 530 320 €. RCS Saverny 489 017 897 TVA FR95 489 017 897 APE 7120B

ACCREDITATION
N° 1-1751
Portée disponible sur
www.cofrac.fr



RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-15-LE-051163-01

Version du : 01/04/2015 20:04

Page 4/10

Dossier N° : 15A011197

Date de réception : 28/03/2015

Référence dossier : 1510003387
15156

Informations : Les analyses ont été sous-traitées au laboratoire accrédité Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Ouest (Gradignan) dont le numéro de portée est le NF EN ISO/IEC 17025:2005 COFRAC 1-5840 (portée disponible sur www.cofrac.fr). Le rapport peut être fourni sur demande.

N° éch.	Référence client	Description visuelle de la phase	Technique utilisée	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
		Matériau semi-dur de type ragréage matériau de type colle (jaune) indissociables, préparés ensemble	MET	1	Traitement acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
014	P14 DS GRISE MARBRE NOIR J102	Matériau dur de type plaque	MET	1	Traitement au tétrahydrofurane (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau semi-dur de type ragréage matériau de type colle (jaune) indissociables, préparés ensemble	MET	1	Traitement acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
015	P15 COLLE DE PLINTHE PVC SALLE REUNION ETAGE J	Matériau dur (gris) (foncé)	MET	1	Calcination (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
016	P16 COLLE DE FAÏENCE Local technique ETAGE J	Matériau dur de type carrelage, faïence matériau dur de type ciment-colle matériau de type colle (jaune) en traces	MET	1	Traitement acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
054	P54 RAGREAGE + COLLE J10	Matériau souple fibreux de type papier, carton	MOLP	2	-	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau semi-dur de type ragréage matériau de type colle (jaune)	MET	1	Traitement acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau semi-dur de type enduit (blanc)(i)	MET	1	Traitement acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
055	P55 BANDE CALICOT J110	Matériau souple fibreux de type papier, carton	MOLP	2	-	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau semi-dur de type enduit sur matériau souple fibreux de type papier, carton	MET	1	Traitement acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées



Annexe 5. : copie(s) de(s) rapport(s) antérieur(s)

ANNEXE

COPIE(S) DE(S) RAPPORT(S) ANTERIEUR(S)



Chapitre 3

Rapports de repérage amiante

Rapport n° 2452304/07 du 13/02/2006

**CETE APAVE SUDEUROPE****AGENCE DE NIMES**PARC DELTA – ROUTE D'ARLES
RN 113 – 30230 BOUILLARGUES

Tél. : 04.66.68.90.98

Fax : 04.66.68.75.99

ECOLE DES MINES D'ALES**6 AVENUE DE CLAVIERES
30319 ALES****A l'attention de Monsieur AUBARET**Affaire suivie par : Thomas PONSONNAILLE/va
Contrat n° : 300 013 98

Bouillargues, le 13 février 2006

**CONFIDENTIEL
RAPPORT AMIANTE****CONSTAT DE PRESENCE OU D'ABSENCE DE MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE
EN VUE DE LA CONSTITUTION DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE
SUIVANT LES ARTICLES R 1334-24 A 26 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE
ET L'ARRETE DU 22 AOUT 2002**

Immeuble concerné :

Site de Louis Leprince Ringuet – Bâtiments J+K+N

Nom et adresse du propriétaire	:	ECOLE DES MINES D'ALES – 6 AVENUE DE CLAVIERES A ALES
Accompagnateur	:	Monsieur AUGUSTYNIK
Laboratoire d'analyse	:	I.T.G.A. – AIX EN PROVENCE
N° du rapport et date d'émission	:	2452304/07 du 13/02/2006
Nombre de pages	:	7 plus annexes
Date de la visite	:	16 janvier 2006
Diffusion	:	1 exemplaire(s) à l'attention de Monsieur AUBARET
Numéro de police d'assurance Amiante	:	AXA 2038725004

Opérateur CETE APAVE SUDEUROPE : Monsieur Thomas PONSONNAILLE
titulaire de l'attestation de compétence délivrée le 08/07/2005 par CESI SAS, en conformité à son
Certificat n° DI 1787 délivré par AFAQ-ASCERT le 30/12/2002

Signature

Le présent document :

- peut être joint au DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE
- ne peut être reproduit que sous sa forme intégrale

**Le présent document concerne des matériaux et produits accessibles et visibles conformément au code de la santé publique. Il n'exclut pas la présence d'amiante dans d'autres parties d'ouvrage.
En cas de travaux, un repérage complémentaire doit être réalisé dans le cadre de la réglementation relative à la protection des travailleurs.**

CETE APAVE SUDEUROPESociété par Actions Simplifiée au Capital de 6 502 500 € - N° SIREN : 775 581 812 - Site Internet : www.apave.com**LYON**177 route de Sain Bel
BP 3

69811 TASSIN CEDEX

Tél. : 04 72 32 52 52 - Fax : 04 72 32 52 00

MARSEILLE8 rue Jean-Jacques Vernazza
Z.A.C. Saumaly-Séon - BP 193
13322 MARSEILLE CEDEX 16

Tél. : 04 96 15 22 60 - Fax : 04 96 15 22 61

BORDEAUXZ.I. avenue Gay Lussac
BP 3

33370 ARTIGUES-près-BORDEAUX

Tél. : 05 56 77 27 27 - Fax : 05 56 77 27 00

Sommaire

1. CONCLUSIONS

2. OBJET ET LIMITES DE LA PRESTATION

3. CONDITIONS DE RÉALISATION

4. RÉSULTATS DÉTAILLÉS DU REPÉRAGE

ANNEXES

- Annexe 1 : **Schéma(s) de repérage** (2 pages y compris page de garde)
- Annexe 2 : **Rapport(s) d'analyse du laboratoire** (3 pages y compris page de garde)
- Annexe 3 : **Fiche(s) d'examen visuel** (6 pages y compris page de garde)
- Annexe 4 : **Consignes générales de sécurité** (2 pages y compris page de garde)
- Annexe 5 : **Grille(s) d'évaluation de l'état de conservation** : flocages, calorifugeages, faux-plafonds (Sans objet)
- Annexe 6 : Rapport de diagnostic Amiante – Bureau VERITAS – Décrets 96-97 et 97-855
- Annexe 7 : Rapport de diagnostic Amiante – Bureau VERITAS – Décret 96-98 - Matériaux divers

CONCLUSIONS

1.1 – Rapports et documents techniques présentés :

Les documents relatifs à l'amiante qui nous ont été remis avant la visite sont :

NOM DU RAPPORT	ORGANISME EMETTEUR	DATE D'EMISSION
Rapport de diagnostic Amiante par référence au Décret 96-98 du 07/02/1996 : « Matériaux divers »	BUREAU VERITAS	03 juin 1998
Rapport de diagnostic Amiante par référence aux Décrets 99-98 du 07/02/1996 et 97-855 du 12/09/1997	BUREAU VERITAS	03 juin 1998

Notre rapport prend en compte les documents techniques ci-dessus sans en avoir vérifié, ni la validité, ni la qualité ni, pour les rapports, les résultats ou les conclusions.

1.2 - Résultats du repérage :

☐ Il a été repéré des matériaux et produits () contenant de l'amiante :

Localisation	Désignation du matériau ou produit	Repérage Visuel ou après Analyse	Etat de conservation (**)	Grille (***)
BATIMENT J				
RDC : Hall 2/Circulation 1	Dalles de sol rouges + colle	V	Bon	
RDC : salles J 001 à J 007/J 009/J 012/J 014/Sanitaires/Réserve/Autocom	Dalles de sol vertes + colle	A	Bon	

(*) matériaux et produits figurant dans l'annexe 13.9 de l'article R1336-24 du Code de la Santé Publique

(**) - flocage – calorifugeage – faux-plafond : E1, E2 ou E3 (voir grilles d'évaluation en annexe n° 5 et obligations réglementaires au-§ 1.3)

- autres matériaux et produits : B : bon état
D : état dégradé

(***) seulement pour les flocages, calorifugeages et faux-plafonds

- ☐ il a été repéré visuellement des matériaux et produits (*) susceptibles de contenir de l'amiante mais non prélevés et pour lesquels des investigations et des analyses ultérieures devront être effectuées : Néant.

Localisation	Désignation du matériau ou produit	Motif de l'absence de prélèvement
Sans objet.		

Ces matériaux ou produits sont repérés **S** (suivi d'un numéro d'ordre) dans les fiches d'examen visuel en annexe 3.

(*) matériaux et produits figurant dans l'annexe 13.9 de l'article R1336-24 du Code de la Santé Publique

1.3 – Obligations réglementaires pour les flocages, calorifugeages et faux-plafonds contenant de l'amiante : Sans objet.

- ☐ Cotation 1 (E1) : contrôle périodique de l'état de conservation dans un délai maximal de 3 ans ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.
- ☐ Cotation 2 (E2) : surveillance du niveau d'empoussièrement en fibres d'amiante de l'atmosphère par un laboratoire agréé.
- ☐ Cotation 3 (E3) : travaux de retrait ou de confinement, dans un délai de 36 mois à compter de la date de remise du rapport. Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau inférieur à 5 fibres/l d'air.

1.4 - Mesures d'ordre général pour les matériaux et produits dégradés :

Sans objet.

1.5 - Préconisations :

- ☐ Le présent document ainsi que les consignes générales de sécurité (annexe 4) devront être communiqués à toutes les personnes susceptibles de faire des travaux.
- ☐ Pour les bâtiments où un Dossier Technique Amiante doit être constitué, ce rapport constitue un élément important de ce dossier que vous devez constituer avant le 31/12/2003 ou le 31/12/2005 selon la réglementation applicable à votre établissement.
- ☐ L'opération de repérage devra être étendue aux locaux fermés ou non visités figurant au § 3.2.
- ☐ Nous vous rappelons que des dispositions spécifiques de protection des travailleurs intervenant sur les matériaux et produits contenant de l'amiante sont stipulées dans le décret n° 96-98 modifié.
- ☐ Pour concevoir le projet de suppression de l'amiante, nous vous conseillons de faire appel à un maître d'œuvre spécialisé conformément à la norme NF X 46-020 et à une entreprise spécialisée pour réaliser ces travaux conformément aux recommandations de la CRAM et aux guides de l'INRS.

2. OBJET ET LIMITES DE LA PRESTATION

2.1. Objet :

Notre intervention définie par notre proposition de prix n° 300 013 98 en date du 10/02/2005, ratifiée par votre commande n° 052855 en date du 1^{er}/12/2005, a pour but le repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante en vue d'établir un constat avant vente ou en vue de constituer le Dossier Technique Amiante de l'immeuble.

L' immeuble concerné est précisé en page de garde

- Périmètre de repérage : Ecole des Mines d'Alès – Site de Louis Leprince Ringuet – Bâts J+K+N
- Date du permis de construire : Bâtiments construits en 1982 (Bât. J), 1983 (Bât. K) et 1993 (Bât. N)
- Usage : Salles de cours + Bureaux
- Nombre d'étages : R+1
- Nombre de sous-sol : Aucun
- Le bâtiment a-t-il fait l'objet de travaux de rénovation et de réaménagement ? : (si oui, nature et dates approximatives de ces travaux) Pas à notre connaissance.

2.2. Limites de la prestation :

Dans le cadre de cette mission, l'opérateur du CETE APAVE SUDEUROPE a examiné uniquement les locaux et les volumes auxquels il a pu accéder dans les conditions normales de sécurité (respect du plan de prévention et des consignes de sécurité).

Notre inventaire porte spécifiquement sur les matériaux et produits accessibles (sans travaux destructifs) figurant dans l'annexe 13-9 de l'article R 1334-24 du Code de la Santé Publique.

Cet inventaire ne porte pas sur les équipements techniques et les mobiliers présents dans les locaux (exemple : matériels de cuisine, de chaufferie, équipements de travail, machines de process).

Cette prestation ne constitue :

- ni un repérage effectué dans le cadre du décret n° 96-98 modifié relatif à la protection des travailleurs (repérage avant travaux) ;
- ni un repérage avant démolition visé à l'article R 1334-27 du Code de la Santé Publique.

3. CONDITIONS DE REALISATION

3.1 - Déroulement de la visite :

La date d'intervention est mentionnée en page de garde.

Les rapports et documents relatifs à l'amiante remis par le souscripteur avant la visite sont listés au § 1.1.

Lors de la visite, il nous a été remis les plans suivants :

- Plans du bâtiment J (RDC et R+1)
- Plans du bâtiment K (RDC et R+1)
- Plans du bâtiment N (RDC et R+1)

Le plan d'intervention et les consignes de sécurité de l'établissement ont été examinés.

3.2 - Locaux examinés :

Les locaux examinés sont listés sur la ou les fiche(s) d'examen visuel jointe(s) en annexe 3.

Les locaux suivants n'ont pu être visités et devront faire l'objet d'une visite complémentaire afin de respecter les dispositions réglementaires : Sans objet.

LOCAUX NON VISITES	MOTIF DE L'ABSENCE DE VISITE
Néant.	

4. RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE

L'examen visuel est détaillé en annexe n° 3 (fiches).

La localisation des prélèvements est décrite en annexes n° 1 et 3 (Schémas et fiches).

Les résultats d'analyse des échantillons prélevés figurent en annexe n° 2.

Pour les flocages, calorifugeages et faux-plafonds **les grilles d'évaluation** figurent en annexe n° 5.

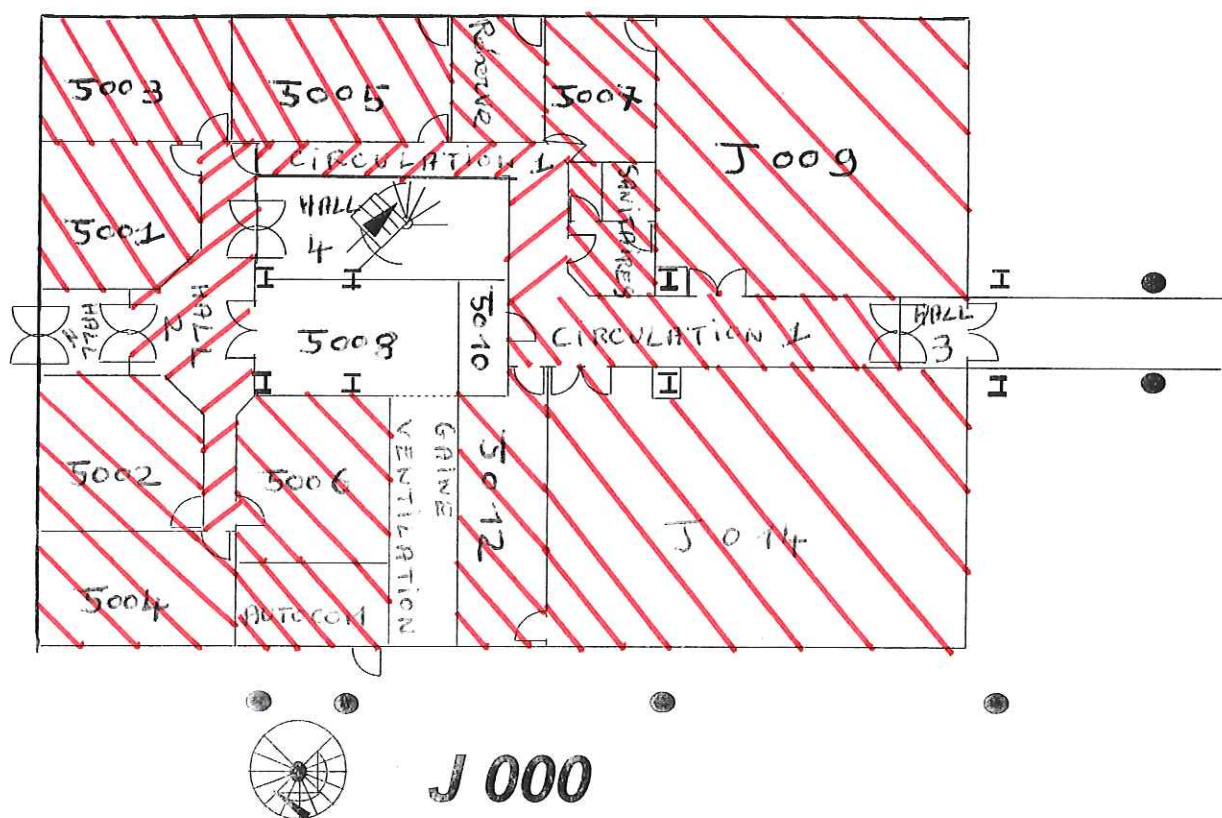
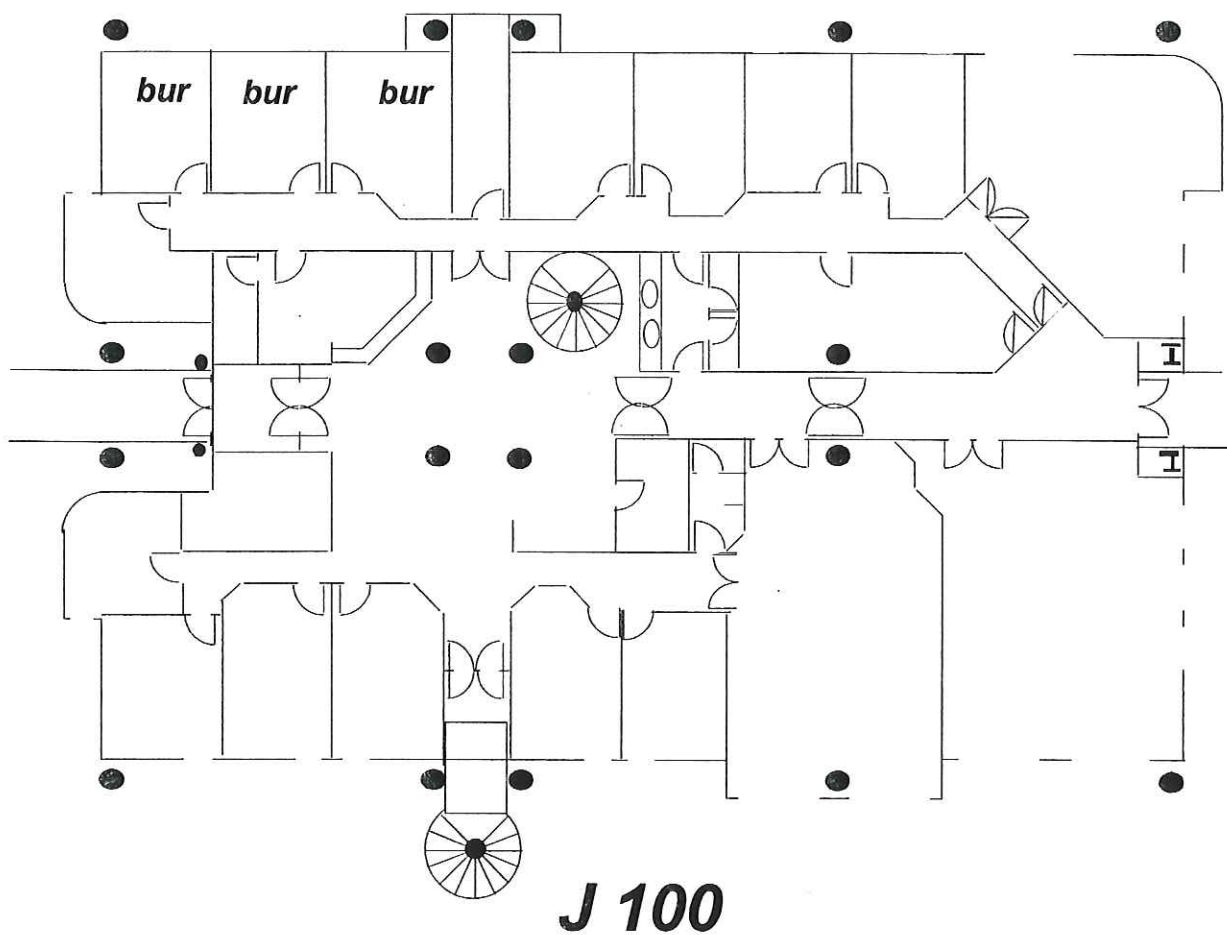
L'état de conservation des autres matériaux et produits contenant de l'amiante figure en annexe 3.


Les matériaux et produits contenant de l'amiante ou susceptibles d'en contenir, sont repérés sur le schéma en annexe n° 1 et récapitulés au § 1 «**Conclusions**» avec leur état de conservation.

ANNEXE 1

SCHEMA(S) DE REPERAGE

Cette annexe comporte 2 pages y compris celle-ci



 PRESENCE D'ANIMATE dans les DALLES de SOL.

ANNEXE 2

RAPPORT(S) D'ANALYSE DU LABORATOIRE

Cette annexe comporte 3 pages y compris celle-ci



Institut Technique des Gaz et de l'Air (ITGA)

Parc Club du Golf - Bâtiment 14 - BP 225000 13796 AIX EN PROVENCE CEDEX 3 Tel : 04.42.97.26.37 Fax : 04.42.39.41.54



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

accréditation n° 1- 1029

RAPPORT D'ANALYSE NUMERO IT040601-2361/m2 EN DATE DU 01/02/2006 RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'analyse comporte 1 page, il ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse.
Ce rapport d'analyse annule et remplace le rapport d'analyse numéro IT040601-2361/m1 initialement émis.

Client : CETE APAVE SUDEUROPE
rue d' Arles
Parc Delta - RN 113
30230 BOUILLARGUES

Prélèvement : Reçu au laboratoire le : 18/01/2006

Réf. Commande Client : 300 013 98

Réf. Dossier Client : Ecole des Mines d'Ales - EMA Croupillac

Référence Client de l'échantillon :
06/I20/LC/28 - Dalle de sol -Bâtiment J- salle J006 RDC

Réf. Commande ITGA : IT0406-771

Réf. Echantillon ITGA : IT040601-2361

Description ITGA :
Dalle dure verte cassante compacte avec colle bitumineuse noire

Préparation : Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon
- pour une analyse au Microscope Optique à Lumière Polarisée (MOLP) : pas de traitement thermique ou mécanique
- pour une analyse au Microscope Electronique à Transmission Analytique (META) : broyage mécanique, filtration, dépôt de carbone

Technique Analytique :
- Microscopie Optique à Lumière Polarisée (méthode MDHS 77)
- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050)

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique et date d'analyse	Résultat	Type d'amiante	Nbre de Prépa.
Dalle dure verte cassante compacte	META le 20/01/2006	Présence de fibres d'amiante	Chrysotile	2
colle bitumineuse noire	MOLP le 19/01/2006	Présence de fibres d'amiante	Chrysotile	2

Validé par :

Alexandra RODRIGUEZ
Analyste

La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous sa forme intégrale; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.
Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.



Institut Technique des Gaz et de l'Air (ITGA)

Parc Club du Golf - Bâtiment 14 - BP 225000 13796 AIX EN PROVENCE CEDEX 3 Tel : 04.42.97.26.37 Fax : 04.42.39.41.54



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

accréditation n° 1- 1029

RAPPORT D'ANALYSE NUMERO IT040601-2362/m2 EN DATE DU 01/02/2006 RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'analyse comporte 1 page, il ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse.
Ce rapport d'analyse annule et remplace le rapport d'analyse numéro IT040601-2362/m1 initialement émis.

Client : CETE APAVE SUDEUROPE
rue d' Arles
Parc Delta - RN 113
30230 BOUILLARGUES

Prélèvement : Reçu au laboratoire le : 18/01/2006

Réf. Commande Client : 300 013 98

Réf. Dossier Client : Ecole des Mines d'Ales - EMA Croupillac

Référence Client de l'échantillon :

06/120/LC/29 - Dalle de sol - bâtiment J - salle J102 R+1

Réf. Commande ITGA : IT0406-771

Réf. Echantillon ITGA : IT040601-2362

Description ITGA :

Dalle dure blanche cassante compacte avec colle plastique jaune et ragréage gris

Préparation : Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon

- pour une analyse au Microscope Electronique à Transmission Analytique (META) : broyage mécanique, filtration, dépôt de carbone

Technique Analytique :

- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050)

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique et date d'analyse	Résultat	Type d'amiante	Nbre de Prépa.
Dalle dure blanche cassante compacte	META le 20/01/2006	Amiante non détecté	---	2
colle plastique jaune et ragréage gris	META le 20/01/2006	Amiante non détecté	---	1

Validé par :

Alexandra RODRIGUEZ
Analyste

La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous sa forme intégrale; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.
Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.

ANNEXE 3

FICHE(S) D'EXAMEN VISUEL

Cette annexe comporte 2 pages y compris celle-ci

Les fiches d'examen visuel ci-jointes listent les locaux visités, identifient et localisent les matériaux et produits contenant de l'amiante ou susceptibles d'en contenir d'un type figurant à l'annexe 13-9 de l'article R 1334-24 du Code de la Santé Publique.

Les abréviations suivantes sont utilisées :

- AVx :** matériau ou produit **contenant de l'amiante**, reconnu visuellement par l'opérateur
- NPx :** matériau ou produit ayant fait l'objet d'un prélèvement et d'une analyse négative (il ne contient pas d'amiante)
- APx :** matériau ou produit **contenant de l'amiante** repéré après prélèvement et analyse
- Sx :** matériau ou produit **susceptible** de contenir de l'amiante, non prélevé
- x : Numéro d'ordre pour l'identification du matériau ou produit.
- T :** élément ne contenant pas d'amiante.

EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION :

Pour les flocages, calorifugeages et faux-plafonds :

- E1 :** (cotation 1) – contrôle périodique (voir § 1.3)
- E2 :** (cotation 2) – mesure d'empoussièrement (voir § 1.3)
- E3 :** (cotation 3) – travaux (voir § 1.3)

Cotations établies suivant les grilles d'évaluation des arrêtés des 7 février 1996 et 15 janvier 1998.

Pour les autres matériaux et produits :

- B :** bon état de conservation
- D :** état dégradé

Etat de conservation établi suivant § 4 de l'annexe 1 de l'arrêté du 22 août 2002

Exemple :

- AP1-E3 :** prélèvement n° 1 contenant de l'amiante après analyse, noté 3 pour son état de conservation
- AV2-B :** élément n° 2 contenant de l'amiante reconnu visuellement, en bon état de conservation

Niveau	1.1 Localisation	Absence de matériaux et produits contenant de l'amiante ou susceptible d'en contenir	1. Parois verticales intérieures et enduits				2. Planchers, plafonds et faux-plafonds					3. Conduit, canalisations et équipements				4. Asc & monte-charge	Observation(s)
			Murs : Flocage, projections et enduits, revêtements durs	Poteaux : Flocage, enduits projetés, enlourages de poteaux	Cloisons : Flocage, projections et enduits, panneaux de cloison	Gaines et coffres verticaux : Flocage, enduit projeté, panneaux de cloison	Plafonds : Flocage, enduits ou projetés, panneaux collés ou visés	Poutres et charpentes : Projections et enduits	Gaines et coffres verticaux : Flocage, enduits projetés, panneaux	Faux-plafonds : Panneaux	Planchers : Dalles de sol	Conduits de fluides (air, eau, autres fluides) : Conduits, calorifuges, enveloppe de calorifuges	Claquets/volets coupe-feu : Clapet, volet, rebouchage	Portes coupe-feu : Joints (resses, bandes)	Vide-circuits : Conduit		
RDC	Hall 1/Hall 3									T							G
RDC	Hall 2/Circulation 1									T	Av	T					G, H et B
RDC	Salles J 008/J 010											T					B
RDC	Salles J 001 à J 007/ J 009/ J 012/J 014/Sanitaires/Réserve									T	AP28						G et E
RDC	Gaine Ventilation	✓															D
RDC	Autocorn									T	T et AP28						G et I
RDC	Hall 4									T	NP29						G et A
R+1	Hall d'accueil/Salles J 101 à J 109/J 111 à J 119/Sanitaires/Local Fax/ Circulation/Hall 3/Hall 4									T	NP29						G et A

Légende : (*) matériaux et produits figurant dans l'annexe 13-9 de l'article R1334-24 du Code de la Santé Publique
☐ Les flocages, calorifuges et faux-plafonds ont été repérés dans le cadre d'une autre mission (voir rapport correspondant).

Bâtiment : Ecole des Mines d'Alès Site Louis Leprince Ringuet Bâtiments J, K, N		Absence de matériaux et produits contenant de l'amiante ou susceptible d'en contenir		1. Parois verticales intérieures et enduits				2. Planchers, plafonds et faux-plafonds					3. Conduit, canalisations et équipements				4. Asc & monte-charge	Observation(s)
				Murs : Flocage, projections et enduits, revêtements durs	Poteaux : Flocage, enduits projetés, entourages de poteaux	Cloisons : Flocage, projections et enduits, panneaux de cloison.	Gaines et coffres verticaux : Flocage, enduit projeté, panneaux de cloison.	Plafonds : Flocage, enduits projetés, panneaux collés ou vissés.	Poutres et charpentes : Projections et enduits.	Gaines et coffres verticaux : Flocages, enduits projetés, panneaux.	Faux-plafonds : Panneaux.	Planchers : Dalles de sol.	Conduits de fluides (air, eau, calorifuges) : Conduits, autres fluides : Calorifuges.	Clapets/volets coupe-feu : Clapet, volet, rebouchage.	Portes coupe-feu : Joints (fresses, bandes).	Vide-ordures : Conduit.		
Niveau	1.2 Localisation																	
R+1	Hall 1/Hall 2																	
R+1	Salle J 110																	
	BATIMENT K																	
R+1	Hall d'entrée/Sanitaires/Salles K 101 à K 104 et K 106																	
RDC	Hall d'entrée																	
RDC	Sanitaires/Salles K 001, K 003 et K 005																	
RDC	Salles K 002, K 002 bis, K 004/Hall 1																	
RDC	Salle K 007																	
RDC	Salle K 007 bis																	
RDC	Salles K 008 à K 013																	

Légende : (*) matériaux et produits figurant dans l'annexe 13-9 de l'article R1334-24 du Code de la Santé Publique
☐ Les flocages, calorifugeages et faux-plafonds ont été repérés dans le cadre d'une autre mission (voir rapport correspondant).

Bâtiment : Ecole des Mines d'Alès Site Louis Leprince Ringuet Bâtiments J, K, N		Absence de matériaux et produits contenant de l'amiante ou susceptible d'en contenir	1. Parois verticales intérieures et enduits					2. Planchers, plafonds et faux-plafonds					3. Conduit, canalisations et équipements				4. Asc & monte- charge	Observation(s)	
			Murs : Flocage, projections et enduits, revêtements durs	Poteaux : Flocage, enduits projetés, entourages de poteaux.	Cloisons : Flocage, projections et enduits, panneaux de cloison.	Gaines et coffres verticaux : Flocage, enduit projeté, panneaux de cloison.	Plafonds : Flocage, enduits projetés, panneaux collés ou vissés.	Poutres et charpentes : Projections et enduits.	Gaines et coffres verticaux : Flocages, enduits projetés, panneaux.	Faux-plafonds : Panneaux.	Planchers : Dalles de sol.	Conduits de fluides (air, eau, autres fluides) : Conduits, calorifuges, enveloppe de calorifuges.	Clapets/volets coupe-feu : Clapet, volet, rebouchage. (Presses, bandes).	Vide-ordures : Conduit.	Tremies : Flocages.				
Niveau	1.3 Localisation																		
RDC	Salle K 008 bis																		G et L
RDC	Groupe hydraulique																		J et B
RDC	Salle A																		G et M
				</															

Légende : (*) matériaux et produits figurant dans l'annexe 13-9 de l'article R1334-24 du Code de la Santé Publique
☐ Les flocages, calorifugeages et faux-plafonds ont été repérés dans le cadre d'une autre mission (voir rapport correspondant).

Bâtiment : Ecole des Mines d'Alès Site Louis Leprince Ringuet Bâtiments J, K, N		Absence de matériaux et produits contenant de l'amiante ou susceptible d'en contenir		1. Parois verticales intérieures et enduits				2. Planchers, plafonds et faux-plafonds					3. Conduit, canalisations et équipements				4. Asc & monte- charge		Observation(s)
				Murs : Flocage, projections et enduits, revêtements durs	Poteaux : Flocage, enduits projets, entourages de poteaux	Cloisons : Flocage, projections et enduits, panneaux de cloison.	Gaines et coffres verticaux : Flocage, enduit projeté, panneaux de cloison.	Plafonds : Flocage, enduits projets, panneaux collés ou visés.	Poutres et charpentes : Projections et enduits.	Gaines et coffres verticaux : Flocages, enduits projetés, panneaux.	Faux-plafonds : Panneaux.	Planchers : Dalles de sol.	Conduits de fluides (air, eau, calorifuge, enveloppe de calorifuges.	Clapets/volets coupe-feu : (resses, bandes).	Vide-ordures : Conduit.	Trémies : Flocages.			
Niveau	1.4 Localisation																		
RDC	Chaufferie																		
R+1	Salles N 102, N103, N104, N106, N107, N 101, N 105, N 110, N 120, N 130, N 140, Hall 1/ Hall 2/Hall 3/Sanitaires																		
R+1	Hall 4	✓															D		

Légende : (*) matériaux et produits figurant dans l'annexe 13-9 de l'article R1334-24 du Code de la Santé Publique
☐ Les flocages, calorifugeages et faux-plafonds ont été repérés dans le cadre d'une autre mission (voir rapport correspondant).

N°	NATURE DES OBSERVATIONS
A	Produit non amianté : analyse négative.
B	Calorifuge en mousse noire : absence d'amiante.
C	Travaux réalisés après le 1 ^{er} Juillet 1997 : absence d'amiante.
D	Rien à signaler.
E	Produit amianté : analyse positive.
F	Produit en fibrociment amianté.
G	Faux plafond non amianté : voir rapport de diagnostic Amiante établi par BUREAU VERITAS en Annexe 6.
H	Dalle de sol rouge amiantée : voir rapport de diagnostic Amiante établi par BUREAU VERITAS en Annexe 7.
I	Faux plancher en dalles de sol stratifiées posé sur les dalles de sol vertes amiantées.
J	Faux plafond en laine de verre : absence d'amiante.
K	Faux plafond métallique : absence d'amiante.
L	Revêtement de sol Lino : absence d'amiante.
M	Calorifuge non amianté : voir rapport de diagnostic Amiante établi par BUREAU VERITAS en Annexe 6.
N	Faux plancher en dalles de sol stratifiées : absence d'amiante.

ANNEXE 4

CONSIGNES GENERALES DE SECURITE

Cette annexe comporte 2 pages y compris celle-ci

CONSIGNES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ AMIANTE

Contrat n° : 300 013 98

Date : 13/02/2006

1. INFORMATIONS GÉNÉRALES

Respirer des fibres d'amiante est dangereux pour la santé. L'inhalation de ces fibres est une cause de pathologies graves (dont les cancers du poumon et de la plèvre).

Les matériaux contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure anormale ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Il est recommandé aux particuliers d'éviter toute intervention directe sur des matériaux friables contenant de l'amiante (flocages, calorifugeages, cartons d'amiante, éléments en amiante tissé ou tressé, mousse isolante de calfeutrement...) et d'avoir recours, dans de telles situations, à des professionnels.

2. INFORMATIONS DES PROFESSIONNELS

Professionnels : attention, les consignes générales de sécurité mentionnées ci-après sont avant tout destinées aux particuliers. Les mesures renforcées vous concernant sont fixées par la réglementation relative à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés peuvent vous être fournis par les directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DRTEFP), les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) et l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPBTP).

3. CONSIGNES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ

A - Consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante

Lors d'interventions sur (ou à proximité) des matériaux contenant de l'amiante, il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières pour vous et votre voisinage.

L'émission de poussières doit être limitée, par exemple en cas de :

- manipulation et manutention de matériaux non friables contenant de l'amiante (comme le remplacement de joints ou encore la manutention d'éléments en amiante ciment),
- travaux réalisés à proximité d'un matériau friable en bon état (flocage ou calorifugeage), comme par exemple le déplacement de quelques éléments de faux-plafonds sans amiante sous une dalle floquée, d'interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante,
- travaux directs sur un matériau compact (amiante-ciment, enduits, joints, dalles...), comme le perçage ou encore la découpe d'éléments en amiante-ciment,
- déplacement local d'éléments d'un faux plafond rigide contenant du carton d'amiante avec des parements.

L'émission de poussières peut être limitée :

- par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante (en tenant compte du risque électrique), afin d'abaisser le taux d'émission de poussières,
- en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements de protection est recommandé :

- des demi-masques filtrants (type FFP 3 conformes à la norme européenne EN 149) permettent de réduire l'inhalation de fibres d'amiante. Ces masques doivent être jetés après utilisation,
- le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées à la fin de chaque utilisation,
- de plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

B - Consignes générales de sécurité relatives à la gestion des déchets contenant de l'amiante

Stockage des déchets sur le site

Seuls les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante ciment ou les dalles de sol, par exemple) peuvent être stockés temporairement sur le chantier. Le site de stockage doit être aménagé de manière à éviter l'envol et la migration de fibres. Son accès doit être interdit aux personnes autres que le personnel de l'entreprise de travaux.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) doivent être placés en sacs étanches puis transférés dès leur sortie de la zone de confinement vers les sites adéquats.

Élimination des déchets

Les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante ciment, les dalles de sol, clapets et volets coupe-feu) doivent être éliminés, soit en installations de stockage pour déchets ménagers et assimilés soit en décharges pour déchets inertes pourvues, dans les deux cas, d'alvéoles spécifiques pour les déchets contenant de l'amiante lié. Ces déchets sont conditionnés en sacs étanches, type grands récipients pour vrac (GRV) ou sur palettes filmées.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) et les matériaux dégradés doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés. Dans les deux cas, le propriétaire ou son mandataire remplit le cadre qui lui est destiné sur le bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n°11861*01). Il reçoit l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Élimination des déchets connexes

Les déchets autres que les déchets de matériaux, tels que les équipements de protection, les déchets de matériels (filtres, par exemple) et les déchets issus du nettoyage sont éliminés suivant la même procédure que celle décrite pour les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante.

ANNEXE 5

GRILLE D'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION (Flocages, Calorifugeages, Faux-plafonds)

SANS OBJET

ANNEXE 6

RAPPORT DE DIAGNOSTIC AMIANTE PAR REFERENCE AUX DECRETS 96-97 DU 07/02/1996 ET 97-855 DU 12/09/1997



P.A.T. du Millénaire - Bât. G11
1350, avenue Albert Einstein
34000 Montpellier
Téléphone 04 67 20 97 97
Télécopie 04 67 64 05 62

ECOLE DES MINES
6 av. de Clavières

30100 ALES

N/Réf. : MPL 1P 980151X / VH

Personne à rappeler : S. VIDAL

Montpellier, le 03 juin 1998

**RAPPORT DE DIAGNOSTIC AMIANTE
PAR REFERENCE AUX DECRETS
96-97 du 7 février 1996 et
97-855 du 12 septembre 1997**

FLOCAGES, CALORIFUGEAGES ET FAUX-PLAFONDS

- | | |
|----------------------------|----------------------|
| - lieu d'intervention |) Site de Croupillac |
| - date d'intervention |) 30/04/1998 |
| - personne accompagnatrice |) Mr Aguilhon |

L'auteur du rapport

Nom : Sauveur VIDAL
Signature :

Ce rapport comprend 3 pages et 1 annexe

DIVISION FRANCE	Société Anonyme
32/34, rue Rennequin	au capital de 102 038 670 F
75850 Paris Cedex 17	17 bis, place des Reflets
Téléphone 01 40 54 64 74	La Défense 2. 92400 Courbevoie
Télécopie 01 46 22 06 55	RCS Nanterre B 775 690 621

1. REFERENTIELS

Ce diagnostic est réalisé par référence exclusive aux textes réglementaires suivants :

- Décret 96-97 du 07/02/1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Arrêté du 07/02/1996 relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des flocages et calorifugeages contenant de l'amiante et aux mesures d'empoussièrement dans les immeubles bâtis.
- Arrêté du 07/02/1996 relatif aux conditions d'agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration en poussières d'amiante dans l'atmosphère des immeubles bâtis.
- Décret 97-855 du 12/09/97 modifiant le décret 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Arrêté du 15/01/98 relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des faux-plafonds contenant de l'amiante et aux mesures d'empoussièrement dans les immeubles bâtis.
- NF X 43-050 de janvier 1996. Détermination de la concentration en fibres d'amiante par microscopie électronique à transmission - méthode indirecte.
- Circulaire n°290 du 26/04/1996 relative à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis (référence DGS/VS3/DRT/CT4/DHC/TE1/DPPR/BGTD).

2. OBJET DU RAPPORT (D 96-97 - article 2 et D 97-855 - article 1)

Le présent rapport a pour objet de présenter les conclusions du diagnostic visant à rechercher et localiser les flocages, calorifugeages et les faux plafonds susceptibles de contenir de l'amiante.

3. METHODOLOGIE DU DIAGNOSTIC (D 96-97 - article 2 et D 97-855 - article 1)

3.1 Recherche de la présence de flocages, de calorifugeages et de faux-plafonds.

Une reconnaissance visuelle de la présence d'éléments d'équipements et de construction sur lesquels porte le diagnostic a été faite le (30/04/98) dans les locaux de l'établissement qui ont été rendus accessibles à notre représentant.

Ont assisté à cette reconnaissance :

- Monsieur Aguilhon, Ecoles des Mines
- Monsieur Vidal, (BV)

3.2 Prélèvements d'échantillons et analyses qualitatives (D 96-97 - article 2 et D 97-855 - article 1)

Dans le doute quant à la présence d'amiante, il a été procédé à des prises d'échantillons. L'Annexe 1 indique les localisations des prélèvements effectués.

Si l'aspect visuel des flocages, calorifugeages et/ou faux-plafonds situés dans des locaux différents permet d'appliquer la notion de zone homogène à cet ensemble de locaux, il n'est pas procédé alors à une prise d'échantillons dans chaque local.

Dans ce cas, il est porté dans le tableau de l'Annexe 1 en regard du local considéré et dans la colonne prélèvements l'indication NON et le numéro de repérage de l'échantillon pris en compte comme caractérisation du local.

Les échantillons prélevés ont été placés dans des contenants hermétiques.

Ces échantillons sont analysés soit par microscopie optique à lumière polarisée (M.O.P.), soit par microscopie électronique à transmission (M.E.T.) Les résultats de ces analyses qualitatives sont donnés en Annexe 1 et les bulletins d'analyse sont joints à cette Annexe.

4. CONCLUSION

Les échantillons prélevés et analysés ne contiennent pas d'amiante.

Dans le cadre et les limites de la présente mission, il n'a pas été mis en évidence la présence d'amiante dans les flocages, les calorifugeages et les faux-plafonds localisés lors de notre intervention dans les locaux rendus accessibles.

ANNEXE 1

[illegible]



**BUREAU
VERITAS**

S.A. au capital de 102 038 670 F
Siège Social
17 bis, Place des Reflets
LA DEFENSE 2
92400 COURBEVOIE
RCS Nanterre B 775 690 621
SIRET 775 692 621 01136 APE 743B

BON DE COMMANDE

Destinataire : **CEP INDUSTRIE - Département LBD**
Laboratoire Amiante et Environnement
BP 9102

95073 CERGY PONTOISE CEDEX

REFERENCES A RAPPELER SUR TOUTE FACTURE

Cde N° : **LRO.MPL.153.98/HG**

Date : **11 mai 1998**
Numéro d'affaire : **MPL1P 980151.X**
Demandeur : **MONTPELLIER**
Téléphone : **04.67.07.09.19**
Fax : **04.67.07.09.49**

Imputation analytique : **CB 193**

L'acceptation de la commande des fournitures ou services ci-après désignés entraîne l'adhésion aux conditions générales d'achat Bureau Veritas et notamment aux conditions de règlement à 90 jours fin de mois le 10.

Désignation	P.U HT	Quantité	Total HT
<u>Recherche d'amiante</u>			
ECOLE DES MINES D'ALES Site de Croupillac Dalle de sol - Local d'Accueil - Bât. 1	630,00	1	630,00
Prélèvement effectué le 30/04/98 Par S. VIDAL			
TOTAL HT			630,00
TVA 20.6 %			129,78
	Montant TTC		759,78

Adresse de livraison **BUREAU VERITAS MONTPELLIER**
"Le Saint Jacques"
21, Rue Maurice Le Boucher
34000 MONTPELLIER

Signature

H. GRAS

Adresse de facturation **BUREAU VERITAS Centre Administratif France**
41, Route de Peupliers
BP 100
69573 DARDILLY CEDEX
Tél 04 78 66 83 83
Fax 04 78 35 78 15



ECOLE DES MINES D'ALES

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES TECHNIQUES INDUSTRIELLES ET DES MINES D'ALES
6 avenue de Clavières - 30319 ALES CEDEX - Téléphone (33) 66 78 51 32- Télécopie (33) 66 78 50 34

BON DE COMMANDE

Facture établie en 4 exemplaires au nom de Monsieur le Directeur de l'Ecole
Nationale Supérieure des Techniques Industrielles et des Mines d'Alsès.
Règlement par mandat administratif selon les règles de la comptabilité publique.

REFERENCES à rappeler dans toute correspondance

N° de commande : **981030** Date : **26/03/98**
Si cette commande fait référence à un marché public
N° de marché : 0 N° ordre / marché : 0
Objet restreint du marché :

CA : 20630 IMPUTATION : EPA

LIVRAISON

Livraison souhaitée avant le : 30/04/98

Adresse de livraison :
EMA - CLAVIERES
6, avenue de Clavières
30319 ALES CEDEX

Contact : Mme L SILVAIN Tél :

FOURNISSEUR ou TITULAIRE

BUREAU VERITAS
Forum Ville Active - Bât. H
32 rue Mallet Stevens - BP 9017
30971 NIMES CEDEX 3

Référence	Désignation	Quantité	Prix unit.	Prix total HT	%	TVA
	RECHERCHE D'AMIANTE SELON LES DECRETS 96-97 ET 96-98 SUR LES 3 SITES CLAVIERES : 8100 F CROUPILLAC : 2900 F ROCHEBELLE : 3000 F	1,00	14 000,00	14 000,00	20,6	2 884,00

Nota

Validation de la
commande
et
engagement de la
Direction

14 000,00	TOTAL HT
0,00	REMISE HT
2 884,00	TVA
0,00	PORT TTC
16 884,00	TOTAL TTC

66785132

SAINT OUEN L'AUMONE, le 18 mai 1998

RAPPORT D'ANALYSES N°A049882

Réf : Commande n°LRO MPL 153/98 du 11/05/98
Demandeur : BUREAU VERITAS MONTPELLIER
Affaire : MPL1 P 980151 X / ECOLE DES MINES D'ALES
Origine des échantillons : Site de Croupillac

OBJET : Recherche d'amiante dans les matériaux.

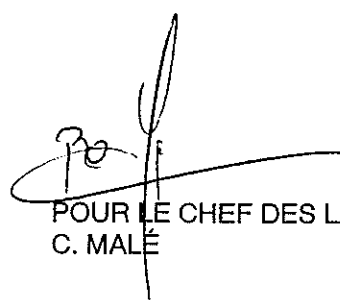
NUMERO ANALYSE	REFERENCE ECHANTILLON	EXAMEN INITIAL	METHODE ANALYTIQUE/ NBRE DE PREPARATIONS	NATURE DES FIBRES
A049882	1 Dalle de sol local d'accueil bât.1	Revêtement de sol plastique beige/noir	META / 1	Absence de fibres

METHODE ANALYTIQUE :

➤ META : microscopie électronique à transmission analytique

CONCLUSION : Les analyses réalisées sur l'échantillon ne révèlent pas la présence d'amiante.


L'AUTEUR
J. ROUALDES


POUR LE CHEF DES LABORATOIRES
C. MALÉ



La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous la forme de fac-similé photographique intégral. Il comporte 1 page.

Direction Générale CEP INDUSTRIE
B.P. 405 - 95005 Cergy Pontoise Cedex
Téléphone : 01 34 40 31 31
Télécopie : 01 34 40 31 00

SA au capital de 21 134 700 F
RCS Paris B 392 031 787 - APE 743 B
Siège social : 32/34, rue Rennequin
75017 Paris

CEP INDUSTRIE
est une société
du Groupe Bureau Veritas

ANNEXE 7

RAPPORT DE DIAGNOSTIC AMIANTE PAR REFERENCE AU DECRET 96-98 DU 07/02/1996



P.A.T. du Millénaire - Bât. G11
1350, avenue Albert Einstein
34000 Montpellier
Téléphone 04 67 20 97 97
Télécopie 04 67 64 05 62

ECOLE DES MINES
6 av. de Clavières

30100 ALES

N/Réf. : MPL 1P 980151X / VH

Personne à rappeler : S. VIDAL

à l'attention de Monsieur Agulhon

Montpellier, le 03 juin 1998

**RAPPORT DE DIAGNOSTIC AMIANTE
PAR REFERENCE AU
DECRET 96-98 du 7 février 1996**

MATERIAUX DIVERS ➤

- | | |
|----------------------------|----------------------|
| – lieu d'intervention |) Site de Croupillac |
| – date d'intervention |) 30/04/1998 |
| – personne accompagnatrice |) Mr Agulhon |

L'auteur du rapport

Nom : Sauveur VIDAL

Signature :

Ce rapport comprend 8 pages

➤ à l'exclusion des flocages et calorifugeages, objet du Décret 96-97 du 07/02/1996

DIVISION FRANCE	Société Anonyme
1/34, rue Rennequin	au capital de 102 038 670 F
75850 Paris Cedex 17	17 bis, place des Reflets
Téléphone 01 40 54 64 74	La Défense 2, 92400 Courbevoie
Télécopie 01 46 22 06 55	RCS Nanterre B 775 690 621

1. REFERENTIELS

Le diagnostic dont rend compte le présent rapport est réalisé par référence exclusive aux prescriptions réglementaires de la section III du Décret 96-98 du 07/02/1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.

La section III relative aux « activités et interventions sur des matériaux ou appareils susceptibles d'émettre des fibres d'amiante » demande au chef d'établissement de s'informer de la présence éventuelle d'amiante dans les bâtiments qu'il occupe.

2. OBJET DU RAPPORT

Il a pour objet de présenter les conclusions du diagnostic relatif à la recherche de présence d'amiante dans les éléments d'équipements précisés ci-après :

- dalles de faux-plafonds
- revêtements de sol plastique (vinyle - amiante)
- plaques de couverture pour toiture
- clapets coupe-feu
- portes coupe-feu
- joints coupe-feu en amiante en tresse
- plaques de protection coupe-feu
- tuyauteries amiante-ciment.

3. METHODOLOGIE DU DIAGNOSTIC

Pour mener ce diagnostic, nous avons retenu une méthode analogue à celle qui découle du Décret 96-97 du 07/02/1996 relatif à la présence d'amiante dans les flocages et calorifugeages, soit :

3.1 Recherche de la présence des éléments d'équipements retenus

Une reconnaissance visuelle de la présence des éléments d'équipements sur lesquels porte le diagnostic a été fait le (30/04/98) dans les locaux de l'établissement qui ont été rendus accessibles à notre représentant.

On assisté à cette reconnaissance :

- Monsieur Agulhon, Ecoles des Mines
- Monsieur Vidal, (BV)

A l'issue de cette visite, il a été dressé les tableaux de l'Annexe 1.

3.2 Prélèvements d'échantillons et analyse qualitative

Nous avons examiné, en premier lieu, les documents techniques disponibles sur site et les marquages éventuels sur les matériaux en place, afin d'obtenir le maximum d'informations fiables (P.V. d'essai par exemple) sur la présence ou non d'amiante.

En cas d'absence de renseignements probants sur la présence ou non d'amiante dans le matériau examiné, il a été procédé à des prises d'échantillons.

Les tableaux de l'Annexe 1 indiquent les localisations des prélèvements effectués.

Si l'aspect visuel des matériaux examinés situés dans des locaux différents permet d'appliquer la notion de zone homogène à cet ensemble de locaux, il n'est pas procédé alors à une prise d'échantillons dans chaque local.

Dans ce cas, il est porté dans les tableaux de l'Annexe 1, en regard du local considéré et dans la colonne prélèvements, l'indication NON et le numéro de repérage de l'échantillon pris en compte comme caractérisation du local.

En microscopie électronique à transmission avec analyse (META) pour les matériaux durs.

Les résultats de ces analyses qualitatives sont donnés en Annexe 1 et les bulletins d'analyse sont joints à cette Annexe.

Pour les portes coupe-feu, il n'a pas été procédé à des prises d'échantillons mais à leur recensement et leur localisation. Il en est de même pour les clapets coupe-feu.

3.3 Vérification de l'état de conservation des matériaux en place

Par analogie avec la grille d'évaluation de l'état de conservation des flocages et calorifugeages définie dans l'Arrêté du 07/02/96, il s'agit de donner un avis sur l'état visuel apparent de l'élément d'équipement pour estimer la propension de celui-ci à libérer des fibres d'amiante dans l'atmosphère.

Il est retenu comme seul critère d'examen du matériau l'état apparent de surface et non ceux liés à l'environnement immédiat.

Les critères suivants d'état des matériaux, liés à l'environnement, ne sont pas retenus dans le cadre des examens effectués :

- protection aux agressions extérieures ;
- exposition aux circulations d'air ;
- exposition aux chocs et vibrations.

Trois états sont retenus :

- BON (B) : le matériau présente un aspect visuel correct ;
- MOYEN (M) : le matériau présente des dégradations locales ;
- PASSABLE (P) : le matériau est en mauvais état dans son aspect visuel, dans sa tenue mécanique.

Ces états sont portés dans les tableaux de l'Annexe 1 lorsque la présence d'amiante a été avérée.

Contrairement aux flocages et calorifugeages, il n'existe pas, bien entendu, de démarche réglementaire à suivre selon l'état constaté.

Nous récapitulons dans un même tableau les éléments d'équipements contenant de l'amiante que nous avons recensés lors de notre visite.

Pour chacun d'eux, nous indiquons des orientations générales pour les actions qui pourraient, par exemple, être entreprises par le chef d'établissement.

Eléments d'équipements	Localisation	Etat visuel apparent	Actions à entreprendre
Dalles de sol Jo.10	Local	M	en cours d'études

4. CONCLUSION

Les échantillons prélevés et analysés ne contiennent pas d'amiante.

Le tableau récapitulatif du paragraphe précédent résume les actions qui pourraient être entreprises pour les éléments d'équipements contenant de l'amiante.

Nous sommes à la disposition du chef d'établissement pour examiner ensemble la suite à donner à ce diagnostic afin :

- de participer à la recherche des solutions les plus appropriées en cas de décision de travaux d'aménagement ;
- de définir les moyens individuels et collectifs de protection que nécessiteront les travaux programmés ;
- d'accompagner l'équipe de maîtrise d'oeuvre dans la phase études de conception ;
- d'assurer les vérifications techniques de la phase exécution.

ANNEXE 1

- locaux visités et localisation des prélèvements
- Résultats d'analyses
- Fiches de prélèvements

FICHE DE PRELEVEMENT N° A049882

Identification des fibres présentes
Prélèvement des matériaux

Chaque fiche comportera au minimum les indications suivantes (joindre tout croquis, plans, etc. permettant de situer avec précision les prélèvements).

Date de prélèvement : 30/04/98

Demandeur du prélèvement : Ecole des Mines

Auteur du prélèvement : S. Vidal

Bâtiment : repérage, fonction, usage ou type d'activité : Site de Croupillac - Local accueil

Local du prélèvement : usage, repérage du prélèvement : Accueil

Ce prélèvement fait-il partie d'un ensemble ?

Si oui :

- Nombre de zones homogènes dans le local
- Nombre total d'échantillons prélevés dans ce local
- repérage, identifications des prélèvements

N° ① de l'échantillon	Emplacement	Epaisseur du matériel en place (cm)
A049882	Hall d'accueil	0,1 cm

① Le N° d'échantillon est celui porté de façon indélébile sur le contenant de l'échantillon lui-même

Observations :

FICHE DE PRÉLÈVEMENT N° A050833

Identification des fibres présentes
Prélèvement des matériaux

Chaque fiche comportera au minimum les indications suivantes (joindre tout croquis, plans, etc. permettant de situer avec précision les prélèvements).

Date de prélèvement : 14/05/98

Demandeur du prélèvement : Ecole des Mines

Auteur du prélèvement : S. Vidal

Bâtiment : repérage, fonction, usage ou type d'activité : Site de Croupillac - Local accueil

Local du prélèvement : usage, repérage du prélèvement : Accueil

Ce prélèvement fait-il partie d'un ensemble ?

Si oui :

- Nombre de zones homogènes dans le local
- Nombre total d'échantillons prélevés dans ce local
- repérage, identifications des prélèvements

N° ① de l'échantillon	Emplacement	Epaisseur du matériel en place (cm)
A049882	Local Jo.10	0,1 cm

① Le N° d'échantillon est celui porté de façon indélébile sur le contenant de l'échantillon lui-même

Observations :

ANNEXE 1.1

LOCAUX VISITES	REVETEMENTS DE SOL PLASTIQUE				
	Présence	Renseignements Techniques *	Prélèvements		Etat visuel apparent *
	Oui : O Non : N		Non : N Oui : *	Résultats * OUI/NON	
Hall d'accueil	O	Revêtement de sol plastique beige/noir	N	N	/
Local JO.10	O	Dalle de sol rouge	N	O	M

* Renseignements techniques : tels que dénomination commerciale - P.V. d'essai de présence ou non d'amiante - localisation - description succincte.

* Prélèvements : si OUI, indiquer le numéro de repérage de l'échantillon et la localisation du prélèvement

* Résultats : OUI = présence d'amiante dans l'échantillon - NON = pas d'amiante dans l'échantillon

* B = BON - M = MOYEN (défauts localisés) - P = PASSABLE

ANNEXE 1.2

LOCAUX VISITES	JOINTS COUPE-FEU EN AMIANTE EN TRESSE				
	Présence	Renseignements Techniques *	Prélèvements		Etat visuel apparent *
	Oui : O Non : N		Non : N Oui : *	Résultats * OUI/NON	
Bât. 2 salle 008	O	four sat	N	O	B
Bât. 2	O	four ripoche	N	O	B
Bât. 2 (face chambre béton)	O	four étuve	N	O	B

* Renseignements techniques : tels que dénomination commerciale - P.V. d'essai de présence ou non d'amiante - localisation - description succincte.

* Prélèvements : si OUI, indiquer le numéro de repérage de l'échantillon et la localisation du prélèvement

* Résultats : OUI = présence d'amiante dans l'échantillon - NON = pas d'amiante dans l'échantillon

* B = BON - M = MOYEN (défauts localisés) - P = PASSABLE